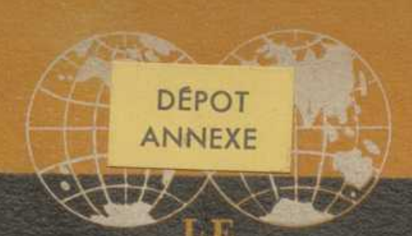
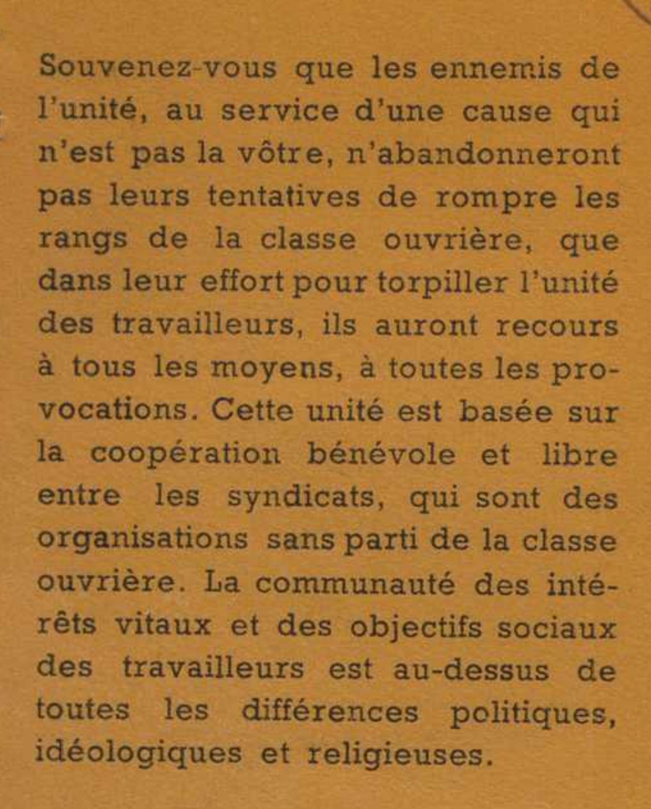
N° 7 Novembre 1949



LE MOUVEMENT SYNDICAL MONDIAL

REVUE MENSUELLE d'INFORMATION et de DOCUMENTATION
DE LA
FÉDÉRATION SYNDICALE MONDIALE



Souvenez-vous que les ennemis de l'unité, au service d'une cause qui n'est pas la vôtre, n'abandonneront pas leurs tentatives de rompre les rangs de la classe ouvrière, que dans leur effort pour torpiller l'unité des travailleurs, ils auront recours à tous les moyens, à toutes les provocations. Cette unité est basée sur la coopération bénévole et libre entre les syndicats, qui sont des organisations sans parti de la classe ouvrière. La communauté des intérêts vitaux et des objectifs sociaux des travailleurs est au-dessus de toutes les différences politiques, idéologiques et religieuses.

(Manifeste du 2e Congrès Syndical Mondial).

SOMMAIRE

Le Mouvement Syndical Mondial
Revue Mensuelle d'Information
et de Documentation de la
FEDERATION SYNDICALE MONDIALE
1, rue Vernet, Paris (8e)

Abonnements :

1 an	**500 fr.**
6 mois	**275 fr.**
Prix de l'exemplaire	**50 fr.**

ou son équivalence dans la monnaie
de votre pays

AGENDA DE LA F.S.M.

Conferences Constitutives des Unions Internationales des Syndicats

10 au 12 décembre 1949, à Bucarest (Roumanie)	*Travailleurs des Transports.*
15 au 17 décembre 1949, à Varsovie (Pologne)	*Travailleurs Agricoles et Forestiers.*
12 au 15 mars 1950, à Budapest (Hongrie) .	*Travailleurs des Industries Chimiques et du Verre.*

TABLE DES MATIÈRES

Editorial

La Vérité Vaincra !

L'évolution des événements de ces derniers temps montre de plus en plus nettement, même aux travailleurs les plus inexpérimentés en politique, que les dirigeants syndicaux de droite d'Angleterre, des U.S.A., de Belgique, de Hollande et de quelques autres Centrales Syndicales, MM. Deakin, Tewson, Carey, Murray, William Green, Matthew Wall, Irving Brown et leurs pareils, se sont ouvertement placés aux côtés de la réaction capitaliste, des fauteurs de guerre, sur le chemin qui mène à l'étouffement des libertés démocratiques, à l'oppression et à l'écrasement des travailleurs. Ils s'avèrent de fervents défenseurs du capitalisme et des méthodes capitalistes pour résoudre les difficultés et les contradictions que le capitalisme produit au cours de son développement.

Certains d'entre eux se targuent d'être sortis d'un milieu ouvrier ; ils se frappent la poitrine dans les assemblées de travailleurs, affirmant qu'ils sont aussi des ouvriers et prétendant défendre les intérêts des travailleurs. Mais c'est là un mensonge ; ils sont, de par leur point de vue, leurs convictions, leurs intentions, leurs activités, des bourgeois types. Ils ne peuvent même pas se représenter d'autre issue aux difficultés engendrées par le capitalisme, que des moyens capitalistes. Ils haïssent furieusement la Fédération Syndicale Mondiale, le socialisme et tous ceux qui luttent pour le socialisme. Lorsqu'on leur montre que les peuples de l'U.R.S.S., des Pays de Démocraties Populaires et de Chine, représentant dans leur ensemble plus de 800 millions d'hommes, sont entrés dans une nouvelle voie de développement et qu'ils résolvent leurs difficultés avec succès, ces messieurs sont prêts à maudire 800 millions d'êtres humains parce qu'ils ont osé rechercher et qu'ils ont trouvé cette nouvelle voie de développement. Ils exigent que ces 800 millions de personnes modifient leurs convictions et se rangent à l'avis de Deakin, Murray et Green, selon lesquels le capitalisme avec ses crises, son chômage, son oppression coloniale et ses guerres, est la forme la plus parfaite des relations sociales. Ils n'ont même pas voulu coopérer avec les syndicats de ces pays dans les domaines qui présentent un intérêt commun pour les travailleurs de tous les pays du monde, comme par exemple la lutte pour la paix, la lutte contre le chômage et les discriminations, pour le principe du salaire égal à travail égal, etc...

Incapables d'élaborer de nouvelles idées constructives quelconques, ces messieurs soutiennent servilement les machinations impérialistes de leurs gouvernements. Ainsi, par exemple, les gouvernements impérialistes des Etats-Unis et de l'Angleterre ont organisé le Pacte Atlantique d'agression. MM. Murray, Carey, Green, Deakin et Tewson ont soutenu ce Pacte dans leurs Congrès. Dépassant leurs maîtres, les leaders de l'A.F.L. ont même proposé à leur Congrès, qui s'est tenu à Saint-Paul du 3 au 11 octobre, de fonder un bloc du Pacifique, analogue au bloc de l'Atlantique nord. Ainsi, ce plan, préconisé par Tchang Kaï Chek, définitivement discrédité et par le cruel réactionnaire coréen Li Syn Man (Synghman Rhee), a reçu le soutien des dirigeants de l'A.F.L. De plus, ils ont annoncé qu'ils soutenaient la guerre froide contre l'U.R.S.S. Irving Brown a déclaré avec cynisme que l'A.F.L. coopérerait au renversement des « gouvernements actuels d'Europe orientale » ; autrement dit, il s'est déclaré partisan du « Plan X », élaboré par les services de renseignements américains, et qui prévoit un travail systématique d'espionnage, de sape et de diversion dans les pays de Démocratie Populaire et en U.R.S.S.

Ces leaders mènent systématiquement une activité destinée à empêcher l'établissement de relations amicales entre les travailleurs d'Allemagne Occidentale et ceux unis au sein de la F.S.M., s'efforçant de mettre le mouvement syndical d'Allemagne Occidentale au service du Gouvernement réactionnaire de l'Allemagne de l'Ouest, qui a été créé comme une place d'armes pour la préparation de la guerre contre l'U.R.S.S. et les Démocraties Populaires. Ils projettent de créer des organisations spéciales dans les pays coloniaux et dépendants pour lutter contre l'idée d'indépendance nationale et contre l'éveil de la conscience socialiste parmi les travailleurs de ces pays.

Les leaders de l'A.F.L., perdant tout sens de la réalité, exigent de leur gouvernement qu'il n'établisse pas de relations diplomatiques avec la République Populaire de Chine et ils insistent pour qu'on organise le blocus de la République Chinoise.

Les leaders du C.I.O. ont pris la même position. A leur Congrès de Cleveland, en novembre der-

nier, ils ont exprimé leur pleine approbation du pacte Atlantique, du Plan Marshall et de la politique de la guerre froide.

Ils considèrent comme leur tâche principale d'exclure les syndicats progressistes du C.I.O. et d'étouffer toute tentative de protestation contre la politique réactionnaire de Murray et Carey. Le syndicat des travailleurs de l'Electricité des U.S.A., qui compte environ 500.000 adhérents, a été exclu du C.I.O., uniquement pour s'être opposé aux sollicitations de Carey et pour avoir condamné le travail de sape que cet agent du Département d'Etat exerçait contre l'organisation des travailleurs de l'électricité.

Tous ces messieurs ont convoqué à Genève, en juin dernier, à la veille du 2e Congrès de la F.S.M., une Conférence spéciale dans le but d'amoindrir la signification de ce Congrès. Le but essentiel de ce rassemblement de scissionnistes consistait à forger, à l'aide de divers groupements scissionnistes, de syndicats jaunes ou de syndicats organisés par les gouvernements et soutenus par eux, d'un appareil international pour la lutte contre les forces de progrès et de démocratie, contre les syndicats défendant réellement les intérêts des travailleurs. Ils veulent répéter à l'échelle internationale ce que chacun d'eux fait à l'échelle nationale. Ce n'est pas pour rien que Carey a déclaré ouvertement que la nouvelle Internationale serait « le chien de garde » contre le communisme. Tous ces messieurs se sont également accordés sur le fait que la tâche de la nouvelle Internationale consistera à lutter contre la Fédération Syndicale Mondiale, à soutenir le Plan Marshall et le « quatrième point » du programme de Truman, quoique ce quatrième point, comme il est bien connu, ne soit rien d'autre qu'un programme d'expansion coloniale mondiale de Wall Street. Au cours de cette Conférence, les leaders de l'A.F.L., du C.I.O. et du T.U.C. ne se sont pas gênés pour former un bloc avec les syndicats peronistes d'Argentine, avec le soi-disant syndicat de la bande de brigands de Tchang Kaï Chek, qui fut organisée spécialement pour saper le mouvement syndical en Chine et pour assassiner les dirigeants syndicaux progressistes et avec les agents des services de renseignements impérialistes ayant fui des pays de Démocratie Populaire. Dans la lutte contre la démocratie et le socialisme, du point de vue de ces messieurs, tous les moyens sont licites et on peut s'unir même au Diable en personne.

Le 28 novembre, s'est ouvert à Londres la Conférence Constitutive de cette nouvelle Internationale. Ainsi, le camp de la réaction et du capitalisme aura entre les mains une nouvelle organisation internationale, qui se spécialisera dans le travail de sape du mouvement ouvrier, dans la lutte contre les véritables syndicats et contre le socialisme.

Le fait que MM. Deakin, Tewson, Carey et Green ne peuvent concevoir la moindre idée constructive pour trouver une issue aux contradictions dans lesquelles le capitalisme s'est empêtré, apparaît clairement dans l'exemple du Plan Marshall. A peine Marshall avait-il prononcé son discours à Harvard et Bevin avait-il saisi la proposition au vol avec enthousiasme, que Deakin et Carey exigeaient sans tarder et avec insistance que la Fédération Syndicale Mondiale soutînt ce plan. Ils ont prononcé d'innombrables discours, décrivant les bienfaits imaginaires du Plan. Lorsque quelques organisations syndicales ont exprimé, non sans raison, leurs doutes au sujet du Plan Marshall, Deakin et Carey ont déclaré que ces organisations refusaient de venir en aide aux travailleurs ; à ce qu'ils prétendaient, elles s'efforçaient d'instaurer la faim et le chaos, afin d'utiliser cette situation pour leurs buts politiques. Il y avait dans leurs criailleries autant d'insolence que d'ignorance et de bêtise.

Après la visite de Carey aux syndicats soviétiques, le C.C.S.S. a publié une déclaration spéciale sur la question du Plan Marshall. Les leaders du T.U.C. et du C.I.O. l'ont cachée à leurs adhérents, ils l'ont passée sous silence ; mais il est opportun de rappeler quelques points de cette déclaration, afin que les travailleurs puissent voir par eux-mêmes de quel côté se trouve la vérité.

Dans cette déclaration, publiée le 27 février 1948, c'est-à-dire il y a près de deux ans, il était dit : « *Que ceux qui veulent croire aux résultats bienfaisants du Plan Marshall, y croient. C'est leur droit. Pour ce qui est du C.C.S.S., il ne partage pas ces illusions.* »

Cette déclaration indiquait que le Plan Marshall, en pratique, « *doit avoir pour résultat de faire passer entre les mains des monopoleurs américains le contrôle de l'industrie, du commerce extérieur, des finances et des devises de l'Europe occidentale* ».

Que MM. Deakin et Tewson disent maintenant qui contrôle véritablement la livre sterling ! La déclaration disait également que « *sur l'ordre des milliardaires américains, les tarifs des importations doivent être considérablement réduits en Europe Occidentale, alors qu'ils sont maintenus en Amérique à leur ancien niveau démesurément élevé* ».

Que MM. Deakin et Tewson se rappellent la cause du manque de dollars en Europe Occidentale, qu'ils se rappellent ce que M. Hoffman exige des pays entraînés dans l'orbite du Plan Marshall.

La déclaration du C.C.S.S. affirmait également que le Plan Marshall « *doit forcément accentuer la crise économique et aggraver encore davantage les conditions de vie déjà bien dures des travailleurs, en apportant de nouvelles privations et un chômage massif* ».

Dans son appel du 1er mai 1949, la F.S.M. notait le début de la crise économique aux Etats-Unis et dans les autres pays capitalistes. M. William Green a déclaré, juste à ce moment-là, qu'il n'y avait aucun symptôme de crise et que les Etats-Unis avaient devant eux de longues années de prospérité.

Qui peut nier aujourd'hui que la crise économique se développe de plus en plus rapidement et de plus en plus intensément dans les pays capitalistes, que les Etats-Unis, selon les statistiques officielles, ont environ cinq millions de chômeurs totaux et quatorze millions de chômeurs partiels, que le chômage s'accroît dans tous les autres pays capitalistes. Déjà il y a plus de quarante millions de chômeurs dans les pays capitalistes.

Qui donc est responsable du chaos économique, du chômage et de la faim ? N'est-ce pas les partisans du Plan Marshall ?

Les organisateurs du Plan Marshall eux-mêmes reconnaissent maintenant leur échec. Les monopolistes américains préconisent un nouveau programme : la transformation des pays marshallisés en un genre d'Etats-Unis d'Europe. Mais on peut dire d'avance que ce Plan échouera avec fracas. Il n'y a pas non plus à douter que MM. Deakin, Murray et Green soutiendront ce plan avec enthousiasme.

Il était dit aussi dans la déclaration du C.C.S.S. que « *le Plan Marshall pose à l'ordre du jour la création, sous la direction des Etats-Unis d'Amérique, d'un bloc militaire et politique des pays occidentaux, bloc dirigé contre les pays de l'Est européen. C'est pour cette raison que le Plan Marshall a pour pierre angulaire la division de l'Allemagne et la transformation de sa partie occidentale en un Etat séparé sous la protection des Etats-Unis* ». Il était dit que « *une particularité du bloc que l'on crée sur la base du « Plan Marshall » consiste dans l'entente des magnats de la finance américaine avec les magnats allemands de la Ruhr, qui ont déjà, deux fois au cours de la vie d'une génération, précipité le monde dans des guerres destructives* ».

Qui peut nier aujourd'hui qu'un tel bloc soit déjà constitué sous la forme du Pacte Atlantique, qu'un gouvernement réactionnaire d'Allemagne occidentale existe et que cet Etat devienne la place d'armes essentielle des monopolistes américains en Europe occidentale ?

MM. Deakin et Carey ont voulu attirer par la force la Fédération Syndicale Mondiale dans l'orbite du Plan Marshall et lorsque la F.S.M., prévoyant sagement les événements, a refusé un rôle aussi honteux, ils ont trouvé indispensable de détacher les travailleurs de leur pays de cette Internationale fraternelle des travailleurs. Tout lecteur sans prévention peut maintenant se rendre compte de quel côté se trouve la vérité.

La Fédération Syndicale Mondiale ne croit pas un seul instant que les ouvriers anglais et américains partagent le point de vue de leurs dirigeants de droite. La F.S.M. comprend que la classe ouvrière combattive et unie d'Angleterre et des Etats-Unis est la victime d'une tromperie : cela devient de plus en plus clair à de larges couches de travailleurs. La F.S.M. est convaincue que la vérité triomphera. Lincoln disait en son temps que l'on peut tromper une personne pendant sa vie entière, un groupe pendant un temps relativement long, mais qu'on ne peut tromper sans cesse le peuple tout entier. Les grandes idées de fraternité des travailleurs, sans distinction d'appartenance raciale ou nationale, de convictions religieuses ou politiques, les idées de démocratie, de paix et de progrès, que la F.S.M. a proclamées et pour lesquelles elle lutte, vaincront.

Serge ROSTOVSKY.

Conférence Syndicale des Pays d'Asie et d'Australasie

Cette Conférence s'est ouverte à Pékin le 16 novembre et s'est terminée le 23.

La Conférence a discuté des questions suivantes :

1) Rapport sur l'activité de la F.S.M. et les tâches de la Conférence ;

2) Rapports des Centrales Syndicales Nationales d'Asie ;

3) Etablissement d'un bureau de liaison de la F.S.M.

117 délégués des organisations syndicales d'Asie et d'Australasie ont participé à la Conférence.

*

Un rapport complet en sera donné dans le prochain numéro du « Mouvement Syndical Mondial ».

La Situation Syndicale aux États-Unis

par Russ NIXON

Directeur du Département Législatif et Politique du Syndicat uni des Travailleurs de l'Electricité, et de la Radio des Etats-Unis.

Aux approches de l'hiver de 1949, toutes les forces du Patronat réactionnaire sont concentrées contre les travailleurs. Au moment où ces lignes sont écrites, plus d'un million d'ouvriers de l'acier, de l'aluminium et du charbon sont en grève. En outre, au moins un demi-million de travailleurs ont posé la question de la grève ou décidé celle-ci dans des usines telles que celles des Compagnies : « General Electric », « Westinghouse » et « Chrysler ». Partout, les revendications des travailleurs pour l'augmentation des salaires et l'amélioration du contenu des contrats collectifs se heurtent non seulement au refus, mais encore à la contre-attaque des Compagnies qui, au cours de la conclusion des conventions collectives, poursuivent l'accélération des cadences et la restriction des droits syndicaux, ce qui en fait aboutirait à la diminution des salaires. Deux grèves importantes (durée : plus de quatre mois) viennent de se terminer aux usines des machines à coudre « Singer » et dans les usines aéronautiques la « Bell Aircraft » sans aboutir à des résultats conséquents pour les travailleurs. Ce résultat a pu être obtenu par les compagnies, en dépit d'une lutte militante et courageuse des travailleurs, par la pression la plus terrible sur les ouvriers de la part de la presse et du gouvernement, ainsi que par l'utilisation de briseurs de grève et l'action subversive au sein des syndicats.

Le trait caractéristique de cette contre-attaque des compagnies est qu'elle frappe tous les syndicats, quelle que soit leur orientation politique. Les syndicats et les dirigeants syndicaux qui s'étaient distingués par leurs attaques contre les « rouges », leur action scissionniste au sein du mouvement ouvrier et qui soutiennent la guerre froide, faisant ainsi le jeu des employeurs, se trouvent être maintenant eux-mêmes la cible des attaques patronales. Le plus dramatique de tout ce qui est arrivé en Amérique ces derniers temps, c'est la scission dans les rangs du mouvement ouvrier, scission qui permet aux employeurs de mener leur offensive. La nécessité de l'unité syndicale pour faire face aux véritables et perfides ennemis de la classe ouvrière américaine, les grands monopoles et leurs agents dans la presse, l'Eglise et le Gouvernement, est plus évidente que jamais.

L'attaque des grandes compagnies et la chasse aux « rouges » au moyen d'une féroce propagande dans la presse, la radio et le cinéma, et d'autre part le fait que de nombreux dirigeants syndicaux ont pris parti pour le programme américain de guerre froide ont affaibli la force des syndicats dans les discussions des conventions collectives. L'application suivie de l'infâme loi antisyndicale Taft-Hartley y a aussi contribué en empêchant les progrès de nouvelles organisations en affaiblissant les syndicats existants. Fort d'un million de membres, le syndicat des travailleurs de l'Automobile, dirigé par Walter Reuther, un éminent chasseur de « rouges » et partisan de la guerre froide, a vu ses principaux leaders recommander l'acceptation d'un contrat extrêmement peu satisfaisant avec la Compagnie Ford. Ce contrat impose de très maigres contributions de la compagnie aux assurances et aux pensions des travailleurs, ne prévoit aucune augmentation générale des salaires, laisse à la compagnie la liberté d'accélérer les cadences, et lie le syndicat par ces conditions pour une longue période. L'accord a été salué comme une importante victoire par les porte-parole des compagnies, mais il a provoqué un grand mécontentement parmi les travailleurs de chez Ford. Même la grande grève de l'acier n'a pour objectif que l'obtention du versement de moins de 8 cents accordée par la Commission d'Enquête du Président Trumann, Commission qui repoussait les revendications primitives essentielles des syndicats des travailleurs de l'acier réclamant une augmentation globale de 30 cents pour les salaires, l'assurance sociale et les retraites.

De nombreux syndicats de droite, y compris celui des tra-





Ce commentaire sur le contraste entre les promesses pré-électorales et la réalité post-électorale est tiré du « Fur and Leather Worker », **organe de l'Union des Ouvriers de la Fourrure et du Cuir des Etats-Unis (C. I. O.).**

vailleurs du Textile et du Vêtement affilié au C.I.O., ont accepté sans mot dire le refus des compagnies d'augmenter les salaires, et certains syndicats acceptèrent même des diminutions de salaires pour aider les compagnies à se « maintenir à flot ». Les leaders ouvriers de droite, favorables à la guerre froide et à la chasse aux « rouges » ont maintenant bien des difficultés à justifier leur activité aux yeux des travailleurs.

Tout cela contraste avec les résultats importants du syndicat international des Dockers, dirigé par Harry Bridges. En particulier, ce syndicat a remporté à Hawaï une remarquable victoire, malgré l'opposition déterminée des employeurs : les salaires ont été augmentés en général de 21 cents par heure. En même temps, une augmentation notable des salaires a été obtenue par le syndicat de Bridges pour 10.000 dockers de la région de San Francisco. Ces résultats dépassent de loin ce que les travailleurs ont obtenu dans les industries de l'automobile et de l'acier. Le syndicat de l'Electricité et de la Radio continue les négociations avec la « General Electric Compagny » et la « Westinghouse Electric Corporation ». Mais il faut remarquer que l'activité du syndicat est affaiblie dans une certaine mesure par le travail subversif de certains éléments sous l'influence des compagnies à l'intérieur du syndicat, ainsi que par des éléments réactionnaires de l'A.F.L. et du C.I.O. et de certains milieux catholiques comme l'Association Catholique des Syndiqués.

Toutefois, le syndicat des travailleurs de l'Electricité a obtenu une victoire remarquable dans ses négociations avec la « Radio Corporation of America ». Un contrat fut conclu prévoyant l'augmentation générale des salaires et d'autres avantages supérieurs à ceux du contrat Ford et aux recommandations de la Commission d'enquête de Truman pour les travailleurs de l'acier. Ces résultats montrent ce qui peut être obtenu par une direction militante et unie.

Selon les données gouvernemenatles (Bureau de Statistiques du Travail, Ministère du Travail), une famille de 4 personnes devrait avoir un revenu d'environ 3.500 dollars par an pour son minimum vital de santé et de bien-être. C'est une estimation extrêmement modeste ; la Commission Heller de la grande Université de Californie, qui jouit de l'estime générale, fixe le revenu nécessaire à une telle famille à 4.000 dollars par an au minimum pour maintenir un niveau convenable de vie et de santé. Mais le revenu annuel moyen des travailleurs d'usines est inférieur à 2.700 dollars. De plus, 10 millions de familles américaines (près du tiers de toutes les familles américaines) touchent moins de 2.000 dollars par an. Ces statistiques dénotent la vaste extension de la pauvreté et des privations dans ce pays de richesse et d'abondance.

Le salaire réel hebdomadaire des travailleurs d'usine a baissé de 16 % depuis la période maxima de janvier 1944.

A ce propos, il est très significatif que les rapports récents sur les activités des compagnies indiquent des profits fantastiques. Ainsi les profits des compagnies américaines en 1948 attegnirent 35 milliards de dollars, impôts non déduits. La part des salaires dans le revenu national est tombée de 66 % en 1939 à 61,5 % en 1948, tandis que la part des profits s'est élevée de 9 % à 15,4 % au cours de cette même décade.

L'OFFENSIVE ANTIDEMOCRATIQUE

Parallèlement à l'offensive des Sociétés contre les syndicats, à la tendance dépressive de l'activité économique et à la poursuite de la guerre froide, se développe une violente campagne de style fasciste pour détruire les droits civils du peuple américain. Un règne de terreur a été institué en Amérique dans des proportions incroyables contre tous les éléments progressistes qui s'opposent aux préparatifs de guerre, qui militent en faveur des droits civils des Noirs et des autres minorités et qui luttent pour le progrès du mouvement ouvrier. Il y a un parallélisme entre les événements qui aboutirent au fascisme en Italie et au nazisme en Allemagne, et le procès des dirigeants du parti communiste américain, l'institution du prétendu serment de loyauté des fonctionnaires et les coups de force contre les progressistes (comme les incidents récents du concert Robeson à Peekshill). La presse, la radio et le cinéma poursuivent une campagne incessante d'intimidation contre tous ceux qui désapprouvent le programme des cercles dirigeants américains s'orientant vers la guerre. Les dirigeants de l'Eglise catholique et l'Association Catholique des Syndiqués y introduisent l'esprit de croisade religieuse contre la gauche, tant dans le mouvement syndical que dans la politique étrangère.

Sous prétexte de la sécurité nationale, l'intimidation politique règne dans la plupart des usines, particulièrement dans celles qui ont un rapport quelconque avec les fabrications de guerre. Les 14 millions de Noirs de notre pays sont constamment l'objet d'attaques et de discrimination. Il s'est formé un dicton disant que le Noir est « le dernier engagé et le premier congédié ».

Nous sommes maintenant dans la seconde phase de ce processus. Les brutalités de la police contre les Noirs ont augmenté, non seulement dans les Etats du Sud, mais aussi dans ceux du Nord. Cette brutalité est destinée à intimider la population noire. Cependant, les Noirs militent toujours davantage dans la lutte contre les activités fascistes ; ils représentent une grande force progressiste en Amérique, qui non seulement obtiendra l'égalité des droits et la justice pour les nègres, mais aussi contribuera énormément au mouvement progressiste qui aspire à l'amélioration de la condition du peuple tout entier.

LA SITUATION AU CONGRES

La première session du 81e Congrès, élu il y a un an en même temps que le Président Truman, vient de se terminer. Aux travailleurs, cette session n'a apporté que des déceptions. Le Congrès s'est occupé principalement d'attiser la guerre froide. Le Pacte Atlantique et le financement des forces militaires, navales et aériennes ont retenu la plus grande attention

Quoique le Président Truman et le parti démocrate aient fait campagne électorale avec succès sur la base de la promesse d'annuler la loi Taft-Hartley et de réaliser un programme de droits civils, le 81e Congrès a maintenu la loi Taft-Hartley et n'a appliqué aucun article du programme législatif sur les droits civils de la population. Ce programme comprenait une loi fédérale contre le lynchage, une loi contre la discrimination raciale dans le domaine de l'emploi et une loi supprimant la pratique antidémocratique et contraire à la liberté de vote, connue dans les Etats du Sud sous le nom de « politax » (vote censitaire). Le Congrès a repoussé l'un après l'autre des amendements législatifs qui auraient aboli la discrimination et la ségrégation raciales. Le Congrès a renforcé l'arme principale des sénateurs du Sud contre la législation progressive : la méthode d'obstruction, dite la « flibuste », qui consiste à occuper la tribune parlementaire le temps nécessaire pour torpiller une loi. Un projet de loi sur le logement absolument inadéquat a été voté : il est considéré dans les milieux progressistes comme « loi sur le logement au compte-gouttes ». Le contrôle des loyers a été si peu appliqué que plusieurs millions de familles ont déjà perdu toute protection dans ce domaine, tandis que des millions d'autres portent déjà le fardeau des augmentations de loyer. La loi sur les salaires et la durée du travail entrée en vigueur en 1938 du temps du Président Roosevelt, a été révisée lorsque le salaire minimum a été élevé de 40 à 75 cents, ce qui correspondait à peine à l'accroissement du coût de la vie depuis 1938. Lorsque cette augmentation trop tardive du salaire minimum fut décidée, le Congrès élimina au moins 1 million de personnes du bénéfice de la loi sur les salaires et la durée de travail et adoucit en même temps les rigueurs de ses modalités d'application.

Grâce à la vaste chasse aux rouges et à une campagne de super-patriotisme rattachées à la politique de la guerre froide, et grâce à l'influence de la majorité des dirigeants syndicaux réactionnaires, le parti démocrate de Truman bénéficie encore de son autorité. Les récentes élections partielles au Congrès et dans certaines villes et Etats le prouvent. L'appui des travailleurs au Parti Démocrate exprime deux choses : 1° l'hostilité envers le Parti Républicain, ouvertement antiouvrier et servant les intérêts des grands trusts et 2° l'illusion que le Parti Démocrate réalisera ses promesses libérales bien qu'il y ait si souvent manqué. Quoiqu'il reste peu de travailleurs feignant d'éprouver un enthousiasme pour Truman et pour les démocrates, le 3e Parti — le « Parti Progressiste » — a jusqu'ici rencontré des obstacles à son développement. Les travailleurs n'ont pas encore subi toutes les conséquences de la dépression et senti tout le poids du budget de guerre. Mais on ne peut douter, qu'avant longtemps, les forces réellement progressistes



Cet homme est Maurice Travis, Secrétaire-Trésorier du Syndicat des Travailleurs des Mines, Aciéries et Hauts Fourneaux Travis a été battu par une bande de voyous, conduite par un fonctionnaire local du C.I.O. qui, sans aucun doute, agissait sur des instructions venues d'en haut. A la suite des coups qu'il reçut, Travis a perdu l'usage d'un œil. Telles sont les méthodes employées par les leaders de droite du C.I.O. pour lutter contre ceux qui n'approuvent pas leur politique réactionnaire.

(Photographie de **March of Labor.**)

et militantes des travailleurs américains joueront à nouveau un rôle décisif. Actuellement, de larges couches d'ouvriers américains, d'employés, de personnes aux professions libérales et d'intellectuels, mènent une lutte importante et intense contre la tendance à l'instauration d'un fascisme américain et contre la préparation à une nouvelle guerre. D'ici quelque temps, ces progressistes reprendront la direction, non seulement au profit des Américains, mais de tous les peuples en lutte pour la paix et la liberté.

LA SCISSION PARMI LES TRAVAILLEURS AMERICAINS

Le mouvement syndical américain est divisé sur les questions économiques et politiques. La position d'un syndicat est entièrement déterminée par son attitude envers la guerre froide. C'est un fait bien triste. En ce qui concerne les activités syndicales essentielles (organisation, négociations avec les employeurs, grèves) et même en ce qui concerne l'action politique pour la défense des travailleurs dans le cadre national, les forces de la classe ouvrière d'Amérique sont divisées entre l'A.F.L., le C.I.O., les Syndicats indépendants des Chemins de Fer et les Syndicats des Mineurs, des Machinistes, des Typographes et, maintenant, des Electriciens.

Cette division et cette soumission des intérêts des travailleurs aux besoins de la poursuite de la guerre froide ont été augmentées par le récent Congrès du C.I.O. Comme l'on sait, le Congrès a exclu le Syndicat de l'Electricité et le Syndicat des Travailleurs des Machines Agricoles, et a préparé en même temps l'expulsion des autres syndicats qui refusent de soutenir la guerre froide. Les syndicats suivants sont menacés d'expulsion : ceux de la Fourrure et du Cuir, des Mines de Fer, Aciéries et Fonderies, des Dockers, des Cuisiniers et personnel de bord, des Services Publics, de l'Alimentation et des Tabacs, des Employés, des travailleurs du Meuble, ainsi que ceux des Communications. Ces Syndicats, avec celui de l'Electricité et des Machines Agricoles, représentent 20 % du total des adhérents du C.I.O.

Ce Congrès du C.I.O., par les interventions réactionnaires de la majorité des délégués et la chasse aux « rouges » qui y fut préconisée, a atteint l'extrême limite de la violence possible dans un tel Congrès.

La bataille menée par les syndicats progressistes l'a été pour les questions syndicales ; ils demandaient en particulier que les syndicats de « droite » du C.I.O. cessent de débaucher les membres, (« d'attaquer ») de ceux de « gauche » et que chaque syndicat affilié au C.I.O. ait le droit de décider de façon autonome de sa propre politique, ainsi que le droit de l'exprimer, ne serait-ce qu'en tant que minorité du C.I.O.

Le Congrès du C.I.O. ayant répondu à ces revendications essentielles : « Non, la seule question c'est le communisme », le syndicat des travailleurs de l'Electricité et celui des travailleurs des Machines Agricoles suspendirent les paiements des cotisations au C.I.O. et leurs représentants quittèrent le Congrès. Le Congrès du C.I.O. exclut alors le S.T.E. sur des accusations découlant de la politique de la chasse aux « rouges ».

Il n'est pas surprenant qu'une telle conférence ait voté une résolution de politique internationale soutenant le programme de guerre froide de Truman. Dans leur antisoviétisme hystérique, les porte-parole du C.I.O. vont plus loin que le Département d'Etat des U.S.A. Conformément à cette orientation réactionnaire, le Congrès a adopté aussi une résolution condamnant la F.S.M. et a décidé de soutenir l'organisation syndicale internationale dont la fondation à Londres par l'A.F.L. et le T.U.C. est en cours, dans le but de contribuer à la guerre froide.

LA DEPRESSION CROISSANTE

La vie syndicale en Amérique se développe sur la toile de fond de la crainte de la dépression croissante et du chômage

massif. Le chômage total, même estimé modestement, est d'environ 5 millions en ce moment (octobre 1949). Ce chiffre ne comprend pas le chômage partiel. Jusqu'à maintenant, les milieux officiels ont cherché à dissimuler l'existence du chômage massif en sous-estimant son ampleur et en présentant le chômage existant comme purement temporaire. En août et en septembre derniers, il y eut un arrêt temporaire dans la tendance à la baisse de l'emploi et de la production. De nombreux porte-parole des milieux gouvernementaux prenant leurs désirs pour des réalités, commencèrent à parler d'un renversement complet dans le développement de la dépression. Mais la pause temporaire a pris fin et les indices économiques actuels montrent la reprise de la tendance à la dépression qui a commencé à se manifester il y a près d'un an. Par exemple, l'indice des ventes au détail a baissé de 6 % par rapport à 1948, et celui des investissements de capitaux a baissé de 20 %. Aucun observateur sérieux n'espère en Amérique un règne prochain d'une économie « dynamique » de temps de paix assurant le plein emploi. On reconnaît que même le volume actuel de l'activité économique se soutient grâce aux larges attributions pour les besoins de la guerre froide et l'on parle souvent des difficultés économiques qui se produiraient « si la paix venait à éclater ». Evidemment, la suppression de notre budget de guerre et de nos dépenses à l'étranger pour les besoins de la guerre froide causerait immédiatement une dépression sérieuse.

Chaque travailleur craint de perdre son emploi en Amérique. Le principal souci des travailleurs n'est pas tant le salaire et les conditions de travail que la crainte du chômage. Au cours de l'après-guerre, les Sociétés ont fait pression sur les ouvriers pour augmenter la productivité et ont introduit des cadences infernales dans toutes les usines. Cela augmente le nombre des chômeurs et les travailleurs combattent cette accélération aussi bien parce qu'elle a des effets désastreux sur leur santé que par crainte de rester sans travail. Le coût de la vie s'est maintenu au maximum depuis la guerre. Cela signifie pour l'Amérique une augmentation du coût de la vie de plus de 70 pour cent par rapport au niveau d'avant guerre. Ce chiffre n'est pas particulièrement impressionnant par rapport à l'inflation subie pendant la guerre par les pays européens, mais ce n'est pas moins suffisant pour empêcher toute amélioration du standard de vie de la population en dépit de la richesse et de la capacité de production énormes de notre pays. L'augmentation du coût de la vie a dépassé l'augmentation des revenus de la plupart des travailleurs. Loin de jouir d'une vie, d'une alimentation, d'un logement, de vêtements meilleurs, grâce à notre richesse et à la Paix, les gens ordinaires en Amérique éprouvent des difficultés croissantes à satisfaire leurs besoins vitaux les plus élémentaires.

Presse Syndicale

La Revue " March of Labor "

Depuis le mois de juin 1949, le mouvement ouvrier des Etats-Unis a trouvé un excellent moyen d'expression par la publication de la Revue mensuelle **March of Labor**, la nouvelle voix du syndicalisme progressiste.

Le rédacteur en chef de cette revue, John F. Ryan, qui a été au cours des quinze dernières années secrétaire à l'organisation, puis vice-président exécutif du Syndicat des Journalistes de New-York (C.I.O.), et le directeur gérant, Maurice H. Forge, ancien vice-président du Syndicat des Travailleurs des Transports (C.I.O.), ont l'intention de faire de cette revue une arme puissante et efficace destinée à aider les travailleurs américains dans la grande lutte qu'ils mènent contre la loi Taft-Hartley, le chômage, l'exploitation de plus en plus intensive des travailleurs et la baisse de leur pouvoir d'achat.

March of Labor défend les intérêts des travailleurs, démasque les méthodes de dictature policière employées au sein du C.I.O. par Philip Murray, James Carey et leur entourage et prend énergiquement position en faveur de l'unité syndicale internationale et de la F.S.M.

Le premier numéro, celui de juin 1949, contient un article de Louis Saillant, Secrétaire Général de F.S.M., traitant du mouvement syndical mondial et de la défense de la paix, des articles de John Ryan, de Victor Perlo et de Russ Nixon, sur la situation économique, les profits et le chômage aux Etats-Unis, ainsi qu'une communication d'un membre de la Chambre des Représentants, Vito Marcantonio, sur la loi Taft-Hartley.

Dans le deuxième numéro, celui de juillet 1949, Louis Goldblatt, secrétaire trésorier du Syndicat des Marins et Dockers, démasque les manœuvres du Gouvernement américain contre Harry Bridges, Victor Perlo insiste sur le rôle de la politique commerciale discriminatoire dans la crise américaine ; Joe Wright décrit les circonstances dans lesquelles s'est déroulée la grève des marins canadiens; le syndicat des travailleurs du cuir et des fourrures dénonce la politique des dirigeants du C.I.O. qui est condamnée en même temps par onze Présidents de Fédérations Nationales affiliées au C.I.O.; Thomas Richardson, vice-président du Syndicat des Fonctionnaires, dénonce la discrimination pratiquée contre les travailleurs noirs; Edward Sell souligne l'exploitation de plus en plus intensive dont sont victimes les travailleurs américains et qui se manifeste notamment par le nombre toujours croissant des accidents du travail. Le juriste bien connu John Rogge démontre les méthodes par lesquelles les citoyens américains se voient privés tous les jours davantage de leurs droits civiques et publics.

Les syndicalistes trouveront donc dans **March of Labor** une documentation extrêmement étendue et variée et une arme utile dans la lutte qu'ils mènent contre les fauteurs de guerre, les trusts et les monopoles et la misère.

En France

Echec aux Scissionistes dans la Lutte de la Classe Ouvrière pour ses Revendications

par Benoît FRACHON

Secrétaire Général de la C.G.T. Française

La classe ouvrière française fait l'objet d'une attention toute particulière de la part des hommes d'Etat américains et de leurs agents.

Il y a déjà trois ans, nous avons eu l'occasion de signaler que Irving Brown finançait les scissionnistes agissant contre la C.G.T.

Aujourd'hui, cet agent des milliardaires des U.S.A. a reçu du renfort. Cope, ancien représentant du C.I.O. à la F.S.M., s'est, lui aussi, installé à Paris avec mission de joindre ses efforts à ceux de Brown.

L'un et l'autre ne manquent pas d'activité. D'activité clandestine cependant, car il n'est pas question pour eux de se présenter devant les travailleurs.

Ils apprendraient à leurs dépens que la classe ouvrière française, c'est autre chose que le gouvernement de Paris.

Autour de ces personnages, s'agitent toutes sortes d'aventuriers, d'anciens collaborateurs des nazis, des agents du patronat. Un véritable grouillement hétéroclite comme au temps de la 5e colonne hitlérienne.

Malgré cela, les affaires des scissionnistes ne vont pas très bien. On peut même dire qu'elles vont mal depuis quelques mois.

L'enfant naturel d'Irving Brown et des dirigeants réactionnaires du C.I.O. — Force Ouvrière — pousse mal.

Le nombre des adhérents déjà très réduit l'année dernière — 300.000 écrivait au département d'Etat son informateur officiel en France en exagérant quelque peu — continue à diminuer.

Aux élections des délégués d'entreprises, la C.G.T. obtient en moyenne 70 % des voix tandis que les 30 % qui restent se partagent entre F.O., les syndicats chrétiens et des groupements créés par les patrons.

Mais le pire pour les scissionnistes, c'est que ceux qui restent à l'organisation de Jouhaux ont une propension très marquée à réaliser l'unité d'action avec les adhérents de la C.G.T contre le patronat et la politique réactionnaire du gouvernement.

*

La principale caractéristique présente du mouvement ouvrier en France est un grand courant de masse en faveur de l'unité d'action.

En raison de la situation extrêmement pénible de la classe ouvrière, qui paie chèrement les « bienfaits » du plan Marshall, le nombre des grèves et des manifestations diverses pour l'augmentation des salaires augmente sans cesse.

Dans presque tous les cas ces grèves sont décidées et conduites en plein accord entre les syndicats de base de la C.G.T., chrétiens et Force Ouvrière.

Les dirigeants scissionnistes, Jouhaux, Bothereau et autres, font des efforts désespérés pour retenir leurs troupes.

Ils n'y parviennent guère. Ces derniers temps, le trouble s'était glissé jusque dans les sphères dirigeantes de leur organisation et il ne fallut rien moins que l'intervention pressante du vieux spécialiste des divisions ouvrières, Jouhaux, pour y ramener un calme relatif et momentané.

Pour juger de l'avortement des vastes projets qu'avaient conçus les scissionnistes et leurs inspirateurs, il faut se reporter à deux ans en arrière.

La C.G.T. échappait à l'emprise des agents impérialistes. Les dirigeants socialistes de droite, Blum en tête, exprimaient leur déception de ne pas se voir soutenus par une organisation syndicale sous leur dépendance.

Depuis déjà longtemps, ils organisaient leurs fractions avec comme objectif de s'emparer de la direction



Benoît Frachon, Secrétaire Général de la C. G. T. française.

de la C.G.T. ou de faire la scission. Dans ce but, ils cherchaient à miner la C.G.T. de l'intérieur et à paralyser son action.

Les dirigeants de ces groupes scissionnistes se trouvaient dans le Bureau même de la C.G.T. avec comme chef de file Jouhaux.

Mais il s'avéra bientôt que l'opération qui consistait à s'emparer de la direction de la C.G.T. était irréalisable.

Les 80 % des syndiqués étaient solidement attachés à l'unité et opposés à la politique de compromission où voulaient l'entraîner les scissionnistes.

D'autre part, le temps pressait. Marshall venait de lancer son plan. Il lui fallait des agents ouvriers dans les pays où ce plan devait s'exécuter.

En automne 1947, Jouhaux, alors aux Etats-Unis, discuta de cette question avec Murray et Marshall lui-même venu spécialement au Congrès du C.I.O.

C'est quelques semaines après ces entretiens que Jouhaux et ses amis firent la scission. Un certain nombre d'entre eux pensaient qu'elle était prématurée. Selon leur plan, il eut mieux valu travailler encore à l'affaiblissement de la C.G.T. avant de tenter une telle opération. Mais ceux qui tiraient les ficelles étaient pressés.

Ainsi, la scission fut faite en France pour soutenir la politique marshallienne des impérialistes et pour créer une base ouvrière à la politique réactionnaire des dirigeants socialistes de droite.

*

L'échec de la politique scissionniste est consécutif à la faillitte du plan Marshall dont la direction de Force Ouvrière est un instrument.

La classe ouvrière dans son ensemble juge le plan Marshall aux résultats qu'elle en constate.

Depuis la mise en route du plan la situation des travailleurs s'est constamment aggravée. Les salaires réels correspondent à environ 50 % de ce qu'ils étaient en 1938.

Dans le même temps, les bénéfices des grandes sociétés capitalistes ont progressé de telle façon que leurs dirigeants sont obligés de se livrer à toutes sortes de gymnastiques pour les camoufler.

Le chômage a fait son apparition et se développe régulièrement. Les industries nationales essentielles sont menacées de mort au profit des industries similaires américaines.

La politique marshallienne impose à la France un budget de guerre qui est plus du double de ce qui lui est alloué par le plan.

Tout cela s'accompagne d'une politique réactionnaire violemment dirigée contre la classe ouvrière et ses organisations.

Les équipes de politiciens qui se partagent le pouvoir croyaient qu'ils pourraient mener impunément cette politique. Ils étaient convaincus que leur ministre policier, Jules Moch, était parvenu par ses violences à mater, à terroriser la classe ouvrière.

Ils croyaient leurs agents scissionnistes capables de maintenir, en l'aggravant, l'état de division dans les rangs de la classe ouvrière.

Les faits leur ont donné tort. Sous la pression des masses ouvrières leurs contradictions internes se sont aiguisées. La crise ministérielle a surgi au moment où ils se vantaient d'avoir obtenu des succès et notamment d'avoir réduit la classe ouvrière à l'impuissance.

Cette crise s'est prolongée pendant trois semaines sans que soit résolu un seul des problèmes qui l'avaient provoquée.

*

C'est que la vie a joué un bien vilain tour aux amateurs de scission.

Durant des mois, la C.G.T. fut seule à soutenir les revendications d'augmentation des salaires. Force Ouvrière et les syndicats chrétiens avaient, sous l'égide gouvernementale, constitué ce qu'ils appelaient un cartel de baisse.

Naturellement cette soi-disant politique de baisse n'était qu'un bluff, une tromperie envers la classe ouvrière.

Et ce bluff est apparu clairement au fur et à mesure qu'augmentait le coût de la vie et que la réaction patronale et gouvernementale devenait plus virulente.

En même temps, les adhérents de Force Ouvrière et des syndicats chrétiens, qui s'unissaient dans les entreprises aux syndiqués de la C.G.T. pour l'action en faveur de l'augmentation des salaires, devenaient plus nombreux.

De sorte que lorsque survint la crise gouvernementale de nombreux comités d'unité d'action existaient dans les entreprises, dans les localités, dans les départements. Des accords existaient entre chrétiens et C.G.T. et parfois F.O. dans une quinzaine de fédérations d'industries.

Comment peut-on résister à une telle poussée d'en bas ?

Au moment où les ministres ne parvenaient pas à se mettre d'accord, les revendications de toutes les centrales étaient les mêmes, en particulier pour l'augmentation des salaires.

La volonté de millions d'ouvriers avait réalisé ce miracle.

Naturellement, les problèmes sont loin d'être réglés. Le gouvernement marshallien repousse catégoriquement les revendications essentielles de la classe ouvrière.

Naturellement aussi, les manœuvres pour arrêter ou faire reculer l'unité vont leur train.

Les dirigeants F.O., Jouhaux et ses amis, manœuvrent suivant les combinaisons politiciennes des dirigeants social-démocrates à la Blum Ils dénoncent avec violence l'unité. Mais ils sont impuissants à démontrer qu'elle n'est pas nécessaire.

D'autre part, leur capacité de manœuvre est singulièrement affaiblie par le peu de crédit qu'ils ont dans les masses et l'extrême faiblesse de leur organisation.

De son côté, le M.R.P., parti du Président du Conseil, essaie de calmer l'impatience des dirigeants des syndicats chrétiens. Mais les syndiqués chrétiens sont, eux, aussi impatients et aussi mécontents que les autres travailleurs.

De sorte que manœuvres et hésitations du sommet n'ont que très peu de répercussion à la base.

L'activité patiente, l'approche fraternelle des syndiqués des autres organisations que pratiquent militants et organisations de la C.G.T. fait disparaître bien des hésitations et des préjugés chez les travailleurs qu'une propagande quotidienne, menée avec des puissants moyens, était parvenue à tromper.

Nous apportons le plus grand soin à ce que les prolétaires qui se trompent, voire les militants des autres organisations, qui ne sont pas dans le secret des dieux, qui ne fréquentent pas les huiles du plan Marshall, ne soient jamais confondus avec les scissionnistes conscients qui savent ce qu'ils font et pour qui ils travaillent.

Ce n'est pas toujours facile. Il arrive que nos camarades entendent de la bouche de ces braves bougres des injures aussi ridicules que celles des Jouhaux, Bothereau et autres.

Nous serions des piètres dirigeants ouvriers si nous nous laissions rebuter par cela.

Il arrive aussi parfois que nos militants de base remportent des victoires éclatantes en regagnant à l'unité et à l'action de classe des hommes qui, sous l'influence des chefs scissionnistes, s'étaient laissés aller à faire les briseurs de grève.

En général, ces hommes deviennent de bons combattants prolétariens, car ils mesurent la duplicité de ceux qui les avaient bernés ainsi que la gravité des actes auxquels ils s'étaient laissé entraîner.

Cela aussi c'est une victoire remportée sur l'ennemi de classe et ses agents dans le mouvement ouvrier.



Les ouvriers de l'usine d'automobiles Renault, dans la banlieue parisienne, tiennent un meeting syndical dans l'usine

Unions Internationales déjà Constituées

Noms et Adresses des Secretaires

UNION INTERNATIONALE DES SYNDICATS DES TRAVAILLEURS DU TEXTILE ET DE L'HABILLEMENT (D. P. de la F. S. M.) :

Secrétaire: M. BURSKI, Kopernika 36, VARSOVIE (Pologne).

UNION INTERNATIONALE DES SYNDICATS DE L'INDUSTRIE DU CUIR, DE LA CHAUSSURE, DE LA FOURRURE ET DES ARTICLES EN CUIR (D. P. de la F. S. M.) :

Secrétaire : Mme K. PFEIFEROVA, Na Porici 40/V, PRAGUE II (Tchécoslovaquie).

UNION INTERNATIONALE DES SYNDICATS DES INDUSTRIES METALLURGIQUES ET MECANIQUES (D. P. de la F. S. M.) :

Secrétaire : M. JOURDAIN, 10, rue Vézelay, PARIS (8e) (France).

UNION INTERNATIONALE DES SYNDICATS DES MINEURS (D. P. de la F. S. M.) :

Secrétaire : M. SCHROEDER, 16, Bd Botanique, BRUXELLES (Belgique).

UNION INTERNATIONALE DES SYNDICATS DES MARINS, DOCKERS, FLUVIAUX, PECHEURS ET TRAVAILLEURS DES PORTS (D. P. de la F. S. M.) :

Secrétaire : M. FRESSINET, 5, place de la Joliette, MARSEILLE (Bouches-du-Rhône) France.

UNION INTERNATIONALE DES SYNDICATS DES TRAVAILLEURS DU BATIMENT, DU BOIS ET DES MATERIAUX DE CONSTRUCTION (D. P. de la F. S. M.) :

Secrétaire : M. MURTO, Kaisaniemenk 5 A 14, HELSINKI (Finlande).

FEDERATION INTERNATIONALE SYNDICALE DE L'ENSEIGNEMENT (D. P. de la F. S. M.) :

Secrétaire : M. Paul DELANOUE, 94, Bd Auguste-Blanqui, PARIS-13e (France).

UNION INTERNATIONALE DES SYNDICATS DES TRAVAILLEURS DES INDUSTRIES DE L'ALIMENTATION, DES BOISSONS, DES TABACS ET DES HOTELS, CAFES ET RESTAURANTS (D. P. de la F. S. M.) :

Secrétaire : M. Anton DITCHEV, 8, rue Positano, SOFIA (Bulgarie).

UNION INTERNATIONALE DES SYNDICATS DES TRAVAILLEURS DES P. T. T. ET DE LA RADIO (D. P. de la F. S. M.) :

Secrétaire : M. BAUMGART. **Adresse provisoire :** F.D.G.B., 6 Inselstrasse, BERLIN C. 2 (Allemagne).

Le Complot contre la F. S. M.

par Boleslaw GEBERT

Secrétaire de la F.S.M.

L'existence d'une organisation syndicale puissante et unie, à l'échelle mondiale, bastion de la paix, défendant les intérêts économiques et sociaux de la classe ouvrière de chaque pays, empêche les exploiteurs capitalistes et les fauteurs de guerre de dormir.

Il n'est donc pas surprenant que, dès la fondation de la Fédération Syndicale Mondiale, les capitalistes monopolisateurs n'aient pu se résigner à l'existence et à l'activité de cette puissante organisation, qui unit les syndicats, quelles que soient la nationalité, la race, la couleur, les convictions politiques ou religieuses de leurs membres.

L'intensification générale de l'offensive des capitalistes et des gouvernements capitalistes contre les intérêts sociaux et économiques des travailleurs, et leurs fiévreux préparatifs de guerre, s'accompagnent d'attaques accrues contre l'unité du mouvement syndical international. Les impérialistes et leurs agents au sein du mouvement syndical, donnent furieusement l'assaut contre la Fédération Syndicale Mondiale et l'unité du mouvement syndical dans tous les pays. Ils se rendent parfaitement compte du fait que la solidarité et l'unité de la classe ouvrière internationale sont indispensables à la défense des intérêts sociaux et économiques des travailleurs et constituent une barricade imprenable contre les plans agressifs des fauteurs de guerre, une barricade qu'ils ne franchiront pas.

Les attaques visant la F.S.M. sont une partie intégrante du plan stratégique général du capital monopolisateur, dont le but est d'affaiblir et de détruire les forces de la démocratie, de la paix et du socialisme. Les attaques contre le mouvement syndical sont combinées avec celles des capitalistes contre les salaires et le niveau de vie, contre les libertés syndicales, les conquêtes sociales et les droits démocratiques du peuple.

Comme nous le savons, l'A.F.L. (Fédération Américaine du Travail) n'était pas affiliée à la F.S.M., pas plus que les syndicats fascistes et contrôlés par le gouvernement : au Portugal, en Espagne et dans certains pays d'Amérique Latine. L'A.F.L., agissant comme un instrument du Département d'Etat américain, commença à lancer des attaques contre la F.S.M. et se mit en premier lieu à donner un appui financier à des groupes réactionnaires de différents pays, qu'il aida à s'organiser, afin de provoquer la scission des Centrales Syndicales Nationales. Ce fut le cas en France, en Italie et en Amérique Latine.

CONSPIRATION EN SUISSE.

Plus tard, l'A.F.L. étendit ses activités dans les pays d'Asie. Puis une Conférence des Conseillers aux questions ouvrières des Ambassades américaines de divers pays européens eut lieu en Suisse en 1947. A cette Conférence participèrent M. Irving Brown, représentant de l'A.F.L. en Europe, M. Michael Ross, de la Commission des Relations Internationales du C.I.O., et le trotskiste Elmer Cope, l'ancien représentant du C.I.O. à la F. S. M. Ils y discutèrent des moyens d'attirer ou de diviser la F.S.M., ce qu'ils estimaient nécessaire pour frapper un grand coup contre les travailleurs de tous les pays.

Il y eut aussi de prétendues Conférences syndicales des pays marshallisés ; la Conférence des scissionnistes et renégats du mouvement syndical de l'Amérique Latine ; la Conférence des « porte-parole des travailleurs », désignés par les gouvernements des pays asiatiques, etc.

En janvier dernier, après de longs efforts pour saboter et empêcher l'extension des activités de la F.S.M., les représentants et les leaders du T.U.C. britannique, du C.I.O. américain et de la N.V.V. néerlandaise, qui avaient exigé la suspension des activités de la F.S.M. pour une année, ce qui aurait signifié, d'après les propres paroles de M. Carey, représentant du C.I.O., la « mort » de la F.S.M., se retirèrent quand la majorité du Comité Exécutif eût refusé de se faire hara-kiri suivant les directives données par les ministères des Affaires étrangères de Grande-Bretagne et des Etats-Unis.

LES SOCIALISTES ERSATZ DE GRANDE-BRETAGNE.

Ces quelques faits historiques sont rappelés ici dans le but de nous remettre en mémoire la façon dont a été amenée la convocation de la prétendue « Conférence des Travailleurs du Monde Libre », le 28 novembre, à Londres. Les organisateurs de cette Conférence sont naturellement des personnalités bien connues, des socialistes-ersatz comme Vincent Tewson, Arthur Deakin. Ces leaders syndicaux ont reçu des compliments amplement mérités de l'organe des grandes sociétés americaines, « U.S. News and World Report », où l'on pouvait lire le 9 septembre 1949 :

« Le T.U.C. a fait une déclaration fort agréable aux oreilles de Washington. Le T.U.C. prend position contre de nouvelles augmentations de salaires, sauf s'il y a productivité accrue de la part des travailleurs.

« Ces quelques nouvelles constituent une réponse partielle aux critiques américaines selon lesquelles les dépenses et les impôts institués par le gouvernement britannique sont trop élevés et les travailleurs britanniques se soucient trop peu d'augmenter leur rendement. Ce que Londres dit signifie en effet : « Un nettoyage de la maison s'impose et il est en bonne voie. ».

Ces louanges ne rencontrèrent pas d'écho auprès de la classe ouvrière britannique.

Il y a des divergences fondamentales et des contradictions entre les chefs socialistes ersatz et la classe ouvrière anglaise, et il y a lutte au sein du T.U.C. contre ceux qui servent les intérêts des impérialistes britanniques et américains.

En dépit d'une intense campagne de propagande qui avait pour but de fausser le problème, plus d'un million de voix du T.U.C. se prononcèrent à Bridlington en septembre au congrès du T.U.C. contre la résolution approuvant le retrait de la F.S.M., cet acte de trahison.

Les travailleurs britanniques se rappellent que la F.S.M. fut fondée à Londres, à la Conférence de février 1945, et la tenue de la Conférence scissionniste dans le même London County Hall ne fera que rafraîchir la mémoire des syndicalistes britanniques qui seront à même de comparer les deux assemblées.

IRVING BROWN CONTRE L'UNITE.

Il y aura également des délégués des Etats-Unis, tels M. Irving Brown qui, à la veille de la Conférence, écrivit dans l'organe officiel de l'A.F.L., l' « American Federationist » (numéro d'octobre 1949), un article où il se montrait très fier de ses exploits.

« Le mythe communiste de l'unité a éclaté », écrivait-il.

Rappelons-nous cette phrase. Que signifie-t-elle ? Il est fort agréable à M. Brown que l'unité ait « éclaté ». C'est à quoi il a travaillé ; mais, au moment où j'écris cet article, il y a une grève générale en France. Les travailleurs organisés de la C.G.T., de F.O. et des syndicats chrétiens se sont unis : ainsi l'unité n'a pas « éclaté » en France ! En fait, elle se renforce. Elle n'a pas davantage « éclaté » en Italie : la C.G.I.L. demeure le bastion de la classe ouvrière de ce pays. Il en est de même pour la F.S.M., elle est plus forte que jamais. Elle à 71.886.515 membres et ce chiffre augmente constamment. Quel est donc ce « mythe » ?

Mais naturellement M. Brown tient beaucoup à ce qu'il n'y ait pas d'unité des travailleurs, dans aucun pays, ni sur le plan international. Quelle politique est-ce là ? Serait-ce par hasard celle du Département d'Etat et du Ministère de la Guerre des U.S.A. ? Ceux qui ont divisé le monde entier en deux camps veulent aussi diviser la classe ouvrière, mais ils n'y réussiront pas, car les travailleurs réalisent pleinement que l'unité dans chaque usine et dans chaque mine, sur chaque bateau, dans chaque pays, de même que sur le plan international est indispensable, et ils luttent pour la réaliser.

PHILIP MURRAY. LE TRUST DE L'ACIER EST RECONNAISSANT...

Il est intéressant d'observer quelle sorte de politique d'unité et de coopération est menée par la direction du C.I.O. Les dirigeants de cette organisation, ayant à leur tête Philip Murray, Walter Reuther et d'autres, ont exclu le syndicat uni des travailleurs de l'Electricité, de la Radio et des Machines (United Electrical, Radio and Machine Workers' Union), dont les adhérents sont au nombre de 500.000 Ce syndicat a été exclu parce qu'il défendait les intérêts de la classe ouvrière et qu'il combattait pour cette cause. Mais que peut-on dire de ceux qui l'ont exclu ? Nous y répondrons en citant l'organe du trust de l'acier aux U.S.A., « Iron Age », (l'âge d'acier), qui, dans son numéro du 27 octobre 1949, au moment où Murray était censé mener une dure bataille pour les ouvriers de l'acier contre les employeurs, le félicitait hautement et souhaitait avec inquiétude que son « prestige » ne fût pas diminué :

« Les employeurs ont généralement pu mettre à la raison les rouges et les extrêmistes des syndicats locaux, grâce à un appel direct à Philip Murray. »

Faut-il en dire davantage ? M. Philip Murray et ses collègues sont contre l'unité du mouvement syndical tant dans leur propre pays que sur le plan international. Les dirigeants réactionnaires de l'A.F.L. et du C.I.O., de même que ceux du T.U.C., mènent une campagne contre l'unité de la classe ouvrière, sous le drapeau de l'anticommunisme. Ce drapeau ne leur est pas propre : d'autres avant eux ont marché sous les mêmes couleurs, et nous savons où cela a mené. C'est le drapeau emprunté aux fascistes. La bannière de l'anticommunisme n'augmentera pas les salaires des travailleurs. Elle n'arrêtera certainement pas davantage le chômage croissant : déjà, même aux Etats-Unis, il y a plus de 5 millions de chômeurs totaux et des millions de chômeurs partiels. Certainement, elle n'amènera pas la paix : c'est la bannière de la guerre.

Les leaders réactionnaires du C.I.O. ont trouvé une plate-forme commune avec le général Bradley et le secrétaire d'Etat Acheson, qui leur ont donné l'ordre au Congrès du C.I.O. d'assurer l'application du honteux point 4 de Truman (pour le « développement » des régions sous-développées) :

« On ne peut s'attendre à ce que des investissements privés se chargent de telles entreprises », déclara M. Acheson au C.I.O., « Elles doivent être réalisées par les gouvernements comme des services publics. Mais cela aide à créer les conditions qui encouragent les capitalistes privés à risquer leur argent à l'étranger. De même, les crédits et les investissements publics pour les routes et les ports, l'énergie hydro-électrique, les moyens de communication, l'amendement des terres, devraient ouvrir de nouvelles régions au développement par le capital privé. »

Tel est l'esprit fraternel dans lequel le premier gouvernement capitaliste du monde est à même de discuter les « problèmes » des impérialistes avec des dirigeants syndicaux renégats !

Essayez donc de vendre cette politique aux peuples des pays coloniaux ! La classe ouvrière et la paysannerie de ces pays connaissent suffisamment la signification de ce doux langage et elles recherchent une solution différente à la misère et à la faim.

QUAND WALTER REUTHER JOUE LE JEU DES PATRONS.

Un des délégués du C.I.O. sera Walter Reuther, président du Syndicat des Travailleurs de l'Automobile. Il est connu en Amérique pour ses croisades anti-rouges, qui lui ont valu les louanges bien méritées de la presse de Wall-Street. Tout ce qu'on pourrait dire, c'est qu'il n'a pas été suffisamment apprécié pour ses honteux services. Ce même M. Walter Reuther, après avoir été contremaitre à la « Ford Motor Compagny », déploya son activité au Syndicat des Travailleurs de l'Automobile. En 1937, il écrivait ce qui suit dans un journal syndical, le « Ternstedt Flash », de Detroit (Michigan) :

« Il y a bien des années, lorsque les patrons de ce pays voulaient empêcher les travailleurs de former un syndicat puissant, ils cherchaient à provoquer diverses sortes de paniques. Par exemple, ils excitaient les catholiques contre les protestants... Aujourd'hui, les patrons essaient une nouvelle manœuvre. Ils sortent un nouvel épouvantail : le danger rouge.

« Ils paient des jaunes qui vont chuchoter partout que Untel (habituellement un dirigeant) est un rouge. Ils pensent que cela tournera les autres travailleurs contre lui. Cependant, ce que les patrons pensent réellement, ce n'est pas qu'il s'agisse vraiment d'un rouge ; cela veut dire qu'ils ne l'aiment pas parce que c'est un syndicaliste fidèle et sûr, un lutteur qui aide ses camarades syndiqués et qui n'a pas peur du patron.

« Prenons donc bien garde de ne pas jouer le jeu des patrons en tombant dans la panique rouge. Tenons ferme pour notre syndicat et nos camarades. Aucun syndiqué digne de ce nom ne jouera le jeu des patrons. »

Ces paroles de M. Reuther sont une excellente description du M. Reuther d'aujourd'hui agitant le drapeau de l'anticommunisme.

Les délégués de la direction réactionnaire de l'A.F.L. interviendront également avec bruit contre le « communisme » à la Conférence des scissionnistes de Londres (désignant comme « communiste » quiconque est à gauche de Morgenthau). Ils dépasseront n'importe qui dans leur haine du socialisme et particulièrement du grand pays socialiste, l'U.R.S.S.

« SERIEUSE ACTIVITE » EN EUROPE ORIENTALE

M. George Meany, secrétaire-trésorier de l'A.F.L., lors d'une réunion de scissionnistes tenue au moment de la session de l'Organisation Internationale du Travail à Genève, en juin 1949, déclara à propos des « Syndicats en exil » (il désignait par là quelques anciens leaders qui ont fui la révolution sociale dans leurs propres pays, en Europe Orientale, pour se réfugier dans les quartiers généraux du capitalisme international et qui ont formé une organisation grâce aux fonds de l'A.F.L.) :

« Ces mouvements doivent bénéficier de la reconnaissance formelle et du soutien complet de la nouvelle

organisation mondiale des travailleurs. Cependant, notre reconnaissance doit aller de pair avec une aide concrète, de façon à ce qu'ils puissent continuer leur propagande et leur travail d'organisation derrière le rideau de fer... C'est pourquoi nous suggérons que dans tout futur organisme mondial du travail, une section ou un département soit consacré à cette importante et sérieuse activité. »

Ces mots parlent par eux-mêmes ; ils désignent clairement des activités conspiratives dans les démocraties populaires ; et cette politique, en même temps que le point 4 de Truman, sera la pierre angulaire de l'internationale scissionniste.

De plus, on cherchera sans doute à jeter de la poudre aux yeux des travailleurs. Ces laquais des monopoles capitalistes se rendent parfaitement compte du fait que la grande bourgeoisie ne peut pas influencer la classe ouvrière, et qu'ils lui sont eux-mêmes indispensables, comme lieutenants ouvriers de la classe capitaliste.

Comme il ne sera pas au pouvoir de la Conférence de détruire le désir d'unité toujours croissant des travailleurs de tous les pays, y compris des syndiqués des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, les leaders réactionnaires du T.U.C., du C.I.O. et de l'A.F.L., pour réaliser les objectifs de la Conférence, devront s'habiller en « démocrates » et en « protecteurs » des intérêts des travailleurs.

Ils iront même plus loin : ils verseront des larmes de crocodiles sur les peuples coloniaux, et sur l'oppression et la misère dont ils souffrent ; mais, en même temps, ils rassembleront toutes les forces réactionnaires qu'ils pourront dans les pays coloniaux, d'accord avec les impérialistes étrangers, pour s'efforcer de barrer la route à la liberté, à la libération nationale et sociale de millions d'hommes en Asie, en Afrique, en Amérique Latine et dans le Moyen-Orient.

LA TRAHISON DES INTERETS OUVRIERS.

Tout cela leur est nécessaire par le fait que les bases du capitalisme ont été ébranlées à la suite de la seconde guerre mondiale. Les contradictions au sein de la société capitaliste sont plus grandes que jamais et un puissant mouvement de libération nationale s'élève dans les pays coloniaux et dépendants. Nous assistons au début de la dépression économique, dont tout le poids pèse sur les épaules des travailleurs. Nous assistons également à une offensive contre les droits civils les plus élémentaires du peuple, offensive menée sous la direction des impérialistes américains conjointement avec les blocs militaires d'agression semblables à ce que nous voyons dans le Pacte Atlantique : c'est donc en cette période, où l'unité de la classe ouvrière est indispensable, que les services de ceux qui minent et détruisent l'unité seront les plus appréciés par la classe dominante.

Mais tous leurs calculs se font sans le consentement de ceux qu'ils concernent le plus : à savoir, la classe ouvrière. Celle-ci n'a pas donné mandat aux Deakin, Murray, Reuther, Brown, Tewson, pour les livrer pieds et poings liés. Le plan Marshall sera, sans doute, un des thèmes de discussion de cette Conférence, mais cela n'aidera en rien ceux qui complotent contre les intérêts du peuple. Car les classes ouvrières de Grande-Bretagne, de France, de Hollande et d'Italie savent ce que ce plan leur a apporté : une réduction de leur niveau de vie et des diminutions de salaire. Pour les travailleurs des Etats-Unis également, il a signifié un fardeau plus lourd et un chômage croissant. Non, ce plan n'a arrêté le chômage nulle part, il a seulement fait empirer la situation des travailleurs dans tous les pays qu'il a englobés.

Pour les syndicalistes du monde entier, la F.S.M. a été et demeure le défenseur des droits économiques et sociaux des travailleurs, de la paix, de l'indépendance nationale et de la souveraineté populaire dans tous les pays.

Des dizaines de millions de travailleurs des pays capitalistes et coloniaux continueront à bénéficier du soutien et de l'orientation de la F.S.M. qui a prouvé, en ses cinq ans d'existence, qu'elle mérite la confiance que les travailleurs ont placé en elle, car elle est le champion constant de leurs intérêts.

La F.S.M. félicite le C.C.S.S.
à l'occasion du
32e Anniversaire de la Révolution d'Octobre

A l'occasion du 32ème Anniversaire de la Révolution d'Octobre, la Fédération Syndicale Mondiale envoie son salut fraternel au Conseil Central des Syndicats Soviétiques et à tous les travailleurs de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes.

Le 32ème Anniversaire de la fondation du Premier Etat Socialiste du monde est célébré au moment même où se développe dans le monde entier la lutte des peuples pour la défense de la Paix, en réponse aux provocations des impérialistes et aux machinations des monopoles capitalistes contre la Paix et les droits des peuples.

Tous les membres de la F.S.M. comprennent parfaitement que le succès de la lutte des peuples pour la Paix dépend de l'existence de l'U.R.S.S. et de son rôle décisif dans le camp des Partisans de la Paix.

La grande victoire des peuples de votre pays en Octobre 1917, œuvre grandiose de Lenine, fondateur de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, la construction du socialisme dans votre pays et les immenses succès remportés dans la vie économique et sociale sous la direction du camarade Staline, sont les facteurs les plus importants du changement du rapport des forces en faveur des peuples et des travailleurs du monde entier, ainsi que de leur lutte pour la Paix et le progrès social.

La défense de l'U.R.S.S. contre les calomnies, contre les provocations, contre les attaques des agresseurs, telle est la voie conséquente et logique des travailleurs de tous les pays qui défendent la cause de la Paix.

Vive la solidarité internationale des travailleurs du monde entier !

Vivent l'union fraternelle et l'unité d'action des travailleurs de tous pays pour la défense de la Paix !

Vive le Conseil Central des Syndicats Soviétiques !

Vive l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes et son chef génial le camarade Staline.

Au nom du Bureau Exécutif de la F.S.M. :

Louis SAILLANT, Secrétaire Général.
Vicente LOMBARDO TOLEDANO, vice-président.
Alain LE LEAP, vice-président.
Lazaro PENA, vice-président.
B. BLOKZIJL, vice-président.
Abdoulaye DIALLO, vice-président.
Frantisek ZUPKA, vice-président.

La République Populaire de Chine Salue la Classe Ouvrière Mondiale

A l'occasion de l'établissement du Gouvernement Populaire Central de la République Populaire de Chine, le Secrétariat de la F.S.M. a envoyé le télégramme de félicitations suivant à Mao Tsé Toung, Président de ce Gouvernement.

« A l'occasion de sa première réunion depuis la création du nouveau gouvernement de la République Populaire de Chine, le Secrétariat de la F.S.M. est heureux de vous adresser le salut fraternel de ses 72 millions de syndiqués. Stop. La F.S.M. salue à cette occasion le peuple travailleur de Chine qui vient de donner au monde un exemple historique. Stop. Le renforcement de la solidarité internationale entre les peuples et les forces de paix et de progrès dans le monde vient de s'accroître considérablement grâce aux inoubliables victoires du peuple chinois qui se sont concrétisées dans la constitution du nouveau gouvernement de la république populaire. Stop. La Fédération Syndicale Mondiale est persuadée que les organisations syndicales chinoises qui ont déjà contribué pour leur part à la victoire du peuple chinois sur ses oppresseurs sauront accroître encore leurs activités pour que la création de la nouvelle république chinoise fasse de votre pays une nation libre, démocratique, forte, pacifique et son peuple heureux dans l'intérêt de toute l'humanité travailleuse ».

L. SAILLANT,
Secrétaire Général F.S.M.

S. ROSTOVSKY, B. GEBERT,
Secrétaires F.S.M.

En réponse à ce message, le télégramme suivant, daté du 26 octobre, a été reçu de la part du Président du Gouvernement Populaire Central de la République Populaire de Chine.

« Remercie profondément votre salut pour République Populaire de Chine. Stop. Peuple chinois sait bien que sa victoire a été obtenue grâce à l'aide du mouvement ouvrier international et s'efforcera de consolider amitié immortelle solidaire avec travailleurs tous pays du monde. »

MAO TSE TUNG,
Président République Populaire de laChine.



Mao Tse Tung, Président de la République Populaire Chinoise, est accueilli par les délégués de la Fédération du Travail Pan-Chinoise à son arrivée à Pékin.

Le Mouvement Syndical au Brésil

par Francisco Trajano DE OLIVEIRA
Secrétaire de la Confédération des Travailleurs du Brésil

Le prétendu « Premier Congrès National des Travailleurs de l'Industrie » s'est tenu du 20 au 25 août dernier à Petropolis, au luxueux hôtel Quitandinha. Pour comprendre ce que fut ce Congrès, il est nécessaire de montrer ce que représente le mouvement syndical au Brésil.

Dès que la Confédération des Travailleurs du Brésil, fondée en 1946 grâce à la longue lutte des travailleurs, fut mise hors la loi, le mouvement syndical brésilien fut soumis de nouveau au contrôle gouvernemental. Le Ministre du Travail intervint brutalement dans les syndicats les plus importants, destitua les dirigeants élus par les travailleurs et imposa des Comités syndicaux gouvernementaux formés d'hommes de confiance étroitement liés à la police politique. Maintenant le « Département du Travail » de la police détermine qui peut ou ne peut pas être dirigeant syndical.

RETOUR AU CORPORATISME FASCISTE

En outre, l'appareil du syndicalisme d'Etat créé par « l'Etat nouveau » (régime dictatorial de Vargas), fut récemment approuvé par les gouvernants actuels. Dans les syndicats ainsi créés, on retient d'office sur les salaires des cotisations syndicales dont le taux correspond à un jour de salaire par mois. Les cotisations syndicales obligatoires sont employées pour le soutien des organismes syndicaux officiels des fédérations et de la Confédération, qui, sans ce soutien, auraient disparu par manque de ressources, étant donné qu'ils unissent un nombre tout à fait insignifiant de travailleurs.

Les syndicats gouvernementaux n'ont aucun droit autonome et même pour la convocation des assemblées syndicales il faut une autorisation du Ministre du Travail. Dans les syndicats dont le Ministre du Travail ne contrôle soi-disant pas l'activité, il n'est même pas possible aux syndiqués de remplacer les dirigeants car le Gouvernement s'oppose à de nouvelles élections syndicales.

Sous le prétexte de combattre le communisme, les comités syndicaux gouvernementaux expulsent des syndicats les membres les plus combattifs. Pour se rendre compte jusqu'où ces expulsions sont allées, il suffira de dire que le comité gouvernemental du syndicat de la métallurgie de Rio de Janeiro a exclu en une seule fois plus de 1.200 adhérents.

Les activités des fédérations gouvernementales, fondées dans le but de s'approprier la part des cotisations syndicales qui leur revient selon la loi, se réduisent presque exclusivement à l'organisation de réceptions et de banquets en l'honneur des fonctionnaires gouvernementaux et des hommes politiques influents. Fréquemment, dans ces fédérations éclatent des scandales relatifs aux détournements. Un pareil scandale arriva récemment à la Fédération du Vêtement de Rio de Janeiro dont les dirigeants furent convaincus d'un détournement de plus de 400.000 cruzeiros.

UN CONGRES « SYNDICAL » SUR ORDRE DU GOUVERNEMENT

Ce fut dans des conditions de terreur, d'oppression et de manque absolu de liberté que se tint le prétendu « premier congrès national des travailleurs de l'industrie » précité. Les travailleurs ne s'étaient pas réunis pour la désignation de leurs délégués à ce Congrès et les thèses présentées au « Congrès » ne furent ni discutées ni approuvées par des assemblées ouvrières. Les délégués furent désignés par le Ministère du Travail ; c'était pour la plupart les représentants du gouvernement, dirigeant actuellement les syndicats.

Deux causes principales ont obligé les traîtres du mouvement syndical brésilien à convoquer le prétendu « Congrès des travailleurs de l'industrie » : 1°) écarter les masses laborieuses du Brésil de la lutte pour de meilleures conditions de vie et de travail ; 2°) obtenir l'approbation de leur politique scissionniste sur le plan international.

Les fonctionnaires gouvernementaux dans les syndicats avaient de sérieuses raisons pour se hâter de réaliser le premier de ces objectifs. Les patrons, qui dictent leur politique aux syndicats par l'intermédiaire du Ministère du Travail, se sont alarmés des manifestations de masses des travailleurs.

Ce fut chez les cheminots que la lutte atteignit la plus grande intensité. En février 1948, 14.000 cheminots de la Compagnie « Leopoldina » ont soutenu une grève pendant 8 jours en dépit d'une répression féroce de la part des autorités policières et de l'opposition à la grève de leur propre syndicat. Il faut citer, en outre, les grèves des travailleurs des chemins de fer des compagnies suivantes : « Sorocabana », « Minera de Viaçao », Vitoria Minas », « Mogiana », « Paulista », « Santos-Jundiai et Noroeste » ; 60.000 cheminots au total y ont participé.

La grève des mineurs de la compagnie méridionale, succursale de la « United States Steel », a duré 37 jours. Les 5.000 mineurs de « Morro Velho » ont débrayé pendant 3 jours. De nombreuses grèves ont eu lieu dans le textile, avec la participation de 40.000 travailleurs. Plusieurs de ces grèves ont revêtu une importance particulière, comme celles des travailleurs du textile de Bahia et de l'usine « Votorantim » (Etat de São-Paulo). Dans la métallurgie, le bâtiment, l'industrie des boissons, les meubles, la céramique, les produits chimiques, etc., ont éclaté une série de grèves auxquelles participèrent plus de 50.000 travailleurs.

Les ouvriers agricoles organisèrent également diverses grèves particulièrement dans les Etats de Saô Paulo, de Bahia et de Ceara. A la raffinerie de sucre de Santo Amaro (Etat de Bahia) les travailleurs ont continué la grève pendant 60 jours, malgré la répression cruelle qui coûta la vie à 3 grévistes. Le mouvement revendicatif s'étendit aux couches moyennes citadines. Ainsi par exemple, les fonctionnaires de la ville de Santos cessèrent leur activité pendant 8 jours ; les médecins et ingénieurs de l'Etat de Saô-Paulo firent également grève pour une augmentation de salaire.

En 1949, les luttes revendicatives ne cessaient pas et de nombreuses grèves furent déclenchées en diverses régions du pays. Signalons entre autres la grève générale des travailleurs de la ville de Rio Grande (Etat de Rio Grande du Sud) et les grèves du textile dans l'Etat de Rio de Janeiro.

Outre la demande d'augmentation des salaires, la plupart des grévistes formulaient également d'autres revendications : prime de Noël, paiement du jour de repos hebdomadaire, suppression des retenues illégitimes des augmentations accordées (1), suppression de la retenue de la cotisation syndicale obligatoire, protestation contre les persécutions des militants

(1) Dans certaines entreprises l'augmentation est conditionnée par la présence à 100 % ; c'est-à-dire que, dans le cas d'une absence quelconque même pour maladie, non seulement les heures d'absence ne sont pas payées, mais encore les heures de présence de la semaine le sont au tarif antérieur à l'augmentation.

syndicaux les plus actifs, manifestation de solidarité avec les grèves dans d'autres entreprises.

Il est important de noter que les masses laborieuses du Brésil suivent dans leurs luttes l'orientation de la Confédération des Travailleurs du Brésil, laquelle, en dépit de la situation difficile dans laquelle elle se trouve, demeure à la tête du mouvement syndical. D'autre part, les traîtres au service du Ministère du Travail qui ont été placés par la police dans les directions syndicales se discréditent chaque fois davantage parce qu'ils sont obligés d'intervenir contre les intérêts des travailleurs, de briser les grèves et de jouer le rôle d'agents de la police.

C'est pour remédier à cette situation que les traîtres du mouvement syndical ont organisé la farce appelée « Congrès National des Travailleurs de l'Industrie ». Ce Congrès a pris une série de résolutions sur des problèmes tels que l'augmentation du salaire minimum, les libertés syndicales, l'abolition des exigences esclavagistes d'assiduité. Pour la satisfaction de ces revendications, le Congrès a indiqué une méthode : celle d'implorer la bonne volonté des autorités gouvernementales, celles-là mêmes qui arrêtent et assassinent les travailleurs en lutte pour leurs droits et qui mènent une politique anti-ouvrière dans tous les domaines. En ce qui concerne le deuxième objectif — celui d'obtenir l'approbation internationale — le Congrès a cherché à présenter une comédie de liberté syndicale à l'intention de l'étranger. Le gouvernement brésilien et les dirigeants syndicaux du Ministère du Travail avaient senti que le mouvement syndical officiel était par trop discrédité pour pouvoir intervenir au nom des travailleurs brésiliens dans les Conférences internationales, organisées par les laquais de l'impérialisme pour diviser le mouvement ouvrier et la politique d'exploitation et de guerre.

Les dirigeants du Congrès et la presse au service du Ministère du Travail se sont préoccupés de vanter l' « esprit démocratique » du gouvernement actuel qui avait permis la réalisation d'un Congrès ouvrier, alors qu'en réalité c'était le Ministère du Travail lui-même qui avait convoqué le Congrès, désigné les délégués, élaboré les thèses, imposé le règlement intérieur et dicté les résolutions.

Il faut signaler la participation des agents de l'A.F.L. et du C.I.O. à la réalisation de cette politique. On connaît les activités de Serafino Romualdi de l'A.F.L. qui a invité ses agents brésiliens à prendre part aux réunions à Lima et à La Havane, de la soi-disant Confédération Interaméricaine du Travail, créée dans le but de détruire la Confédération des Travailleurs de l'Amérique Latine.

Au cours du Congrès de Pétropolis, MM. Schwarz et Martin C. Kine ont passé par le Brésil et ont eu des négociations avec les dirigeants des syndicats gouvernementaux afin de s'assurer leur appui à la réunion des scissionnistes à Genève. L'échec de la farce organisée par le Ministère du Travail et ses agents a été rendu évident par suite des manifestations des travailleurs brésiliens pendant et après la tenue de ce Congrès. La classe ouvrière poursuit le combat contre les retenues illégitimes, contre le paiement d'office des cotisations syndicales, pour l'augmentation des salaires et pour la Paix.

L'action des travailleurs a asséné des coups sérieux aux exploiteurs. Récemment la lutte des ouvriers dans les fabriques de textiles de Pau Grande, Bom Pastor, Dona Isabel, Sao Pedro et celles de l'Etat de Rio de Janeiro s'est terminée par un succès. Au mois de juillet à Sorocaba eut lieu également une grève qui se termina par une victoire de 8.000 travailleurs du textile.

Mentionnons aussi les récentes grèves de 2.000 travailleurs à l'usine « Cortume Carioca » (Rio de Janeiro), des travailleurs du transport du minerai du Rio Sao Francisco, des ouvriers de la porcelaine « Brasil » (Sao Paulo), des mineurs de Cresciuma, grèves qui se sont déroulées dans la lutte pour les revendications précitées.

L'action ouvrière contre la loi de la « sécurité de l'Etat », à l'aide de laquelle le Gouvernement Dutra veut liquider les conquêtes sociales existantes et rendre impossible la participation du prolétariat à la vie publique, ainsi qu'au mouvement des défenseurs de la paix, est étroitement liée à la lutte pour les revendications vitales. Outre la participation en masse à la lutte pour la Paix et la tenue des Congrès pour la Paix dans divers Etats, ainsi que celle des trois congrès régionaux de Porto Alegre, de Salvador et de Belo Horizonte, les travailleurs ont mené diverses actions et organisé des conférences ouvrières pour la défense de la paix. Les 4 et 5 juillet, s'est tenue à Bahia une conférence ouvrière convoquée par l'Association Générale du Travail. Trois autres importants congrès ouvriers pour la défense de la paix ont été organisés au mois de septembre par les travailleurs portuaires à Santos, les cheminots à Bauru et par les travailleurs du textile à Sao Paulo.

Telle est la réplique des travailleurs brésiliens au prétendu congrès national de Petropolis. Les travailleurs brésiliens continuent, sous la direction de la Confédération des Travailleurs du Brésil, dans la voie de lutte énergique pour leurs revendications et leurs droits ; ils gardent fermement leur position de soutien à la F.S.M. et à la C.T.A.L., seules organisations qui représentent leurs intérêts et leur volonté d'indépendance nationale et de paix.

DÉCÈS DE BERNHARD GOERING
2e Président de la F.D.G.B.

Bernhard Goering, 2. président de la FDGB (Confédération des Syndicats République Démocratique Allemande) et membre du Conseil général de la F.S.M. est décédé le 1er décembre 1949, terrassé par une embolie alors qu'il rejoignait Berlin après avoir donné en province une conférence sur la F.S.M. et l'unification générale des syndicats allemands.

Antifasciste de toujours, dont rien ne put jamais faire fléchir ni la fermeté ni la volonté, Bernhard Goering fut aussi, avec une égale constance, un courageux et tenace combattant de la paix. C'est cette double cause qu'il défendait encore en se faisant le champion de l'unité syndicale allemande et mondiale. Au sein de cette activité multiple il est, dans l'exacte acception des termes, mort au combat pour le progrès humain, la liberté et l'entente entre les peuples.

B. Goering était aussi un vétéran de l'action syndicale ; de longues années avant 1933 il militait à la pointe du mouvement allemand des employés. La répression nazie ne l'a pas épargné : il connut le dur calvaire des internements et des sévices. Après 1944 on le retrouve dans la première équipe des reconstructeurs du syndicalisme allemand, aux côtés et en tête des éléments les plus progressistes. Son abnégation et son dévouement furent exemplaires ; le surmenage eut raison d'une santé ébranlée par les épreuves sous le nazisme. Sa disparition prématurée et brutale, creuse un vide difficile à combler.

La F.S.M. s'incline avec respect et gratitude devant le souvenir de Bernhard Goering, en qui elle perd un militant d'élite. Elle présente à la F.D.G.B. et aux travailleurs allemands ses condoléances émues, en les conjurant de poursuivre et de parachever l'œuvre du grand et cher disparu.

Une Nouvelle phase des manœuvres Imperialistes contre les Travailleurs :

Dévaluation, Plan Marshall, Productivité

Les progrès du mouvement ouvrier dans le monde et le développement de la crise économique obligent les monopoles et les trusts de tous les pays capitalistes, américains en tête, à prendre une série de décisions qui augmentent encore les perturbations et l'anarchie de leur système économique.

En septembre dernier, les dévaluations ont profondément secoué les relations entre pays capitalistes. Après la dévaluation de la livre, vingt-huit autres monnaies ont subi des amputations plus ou moins importantes ; il importe de souligner que ces dévaluations n'augmentent pas le moins du monde la stabilité des relations monétaires ou commerciales. Au contraire, elles ont provoqué de nouvelles perturbations des changes et l'on parle déjà de nouvelles dévaluations. Ces mesures décidées à Washington augmentent la valeur du dollar par rapport aux autres monnaies ; en particulier, elles permettent aux capitalistes américains d'acquérir à des prix moins élevés les entreprises industrielles dans les pays européens, ainsi que de pénétrer plus facilement dans leurs possessions coloniales.

De plus, elles sont une arme dirigée contre les travailleurs : elles augmentent encore le niveau des prix et des profits ; elles diminuent la part des salaires dans les prix de revient, et réalisent ainsi indirectement ce que les grands capitalistes n'ont pas pu réaliser directement par l'abaissement des salaires, auquel les travailleurs ont su opposer une résistance victorieuse.

Aux négociations monétaires de Washington sont liées les négociations du Plan Marshall qui ont eu lieu à Paris du 28 octobre au 3 novembre dernier.

M. Hoffmann est venu apporter à cette réunion les directives du grand capital américain, qui étaient les suivantes : taux flottant des monnaies, c'est-à-dire en fait la dévaluation permanente ; création d'un fonds de « stabilisation » des devises européennes sous contrôle du Fonds monétaire international, c'est-à-dire des banques américaines ; coordination des politiques monétaires et fiscales des pays européens ; « alignement » des politiques douanières et commerciales, c'est-à-dire suppression des barrières douanières qui, sous forme de tarifs douaniers ou de contingents à l'importation, protègent encore une série de productions européennes.

L'objectif visé est clair.

C'est la création d'un marché européen unifié, largement ouvert aux marchandises américaines et permettant des investissements profitables. Dans cet « espace américain » les profits impérialistes menacés par la crise seraient augmentés par l'abaissement des conditions d'existence des travailleurs ; il s'agit, à cet égard, d'égaliser les conditions de vie des travailleurs des divers pays à leur niveau le plus bas, par l'organisation de migrations, par l'extension du chômage, par l'alignement des législations sociales (en particulier sécurité sociale et droits syndicaux), enfin par l'augmentation de la productivité du travail.

Mais en réalité tout ne s'est pas passé comme M. Hoffmann l'aurait voulu. En effet, ces propositions sont irréalisables et ont suscité de très grandes difficultés. Les capitalistes européens perçoivent clairement que si ces plans étaient appliqués toute une série d'industries européennes devraient disparaître ; ils essaient donc d'en retarder le plus possible la réalisation. De plus, ils sentent l'approche de la crise économique ; ils ne peuvent deviner quels seraient les effets des propositions américaines, mais redoutent toutefois qu'elles n'aboutissent à une catastrophe. Enfin et surtout, ils reculent devant la force et la résistance de la classe ouvrière ; c'est ainsi que l'*Economist* du 5 novembre écrit : « Quelques-uns des problèmes mentionnés sont si délicats qu'aucun des ministres présents à l'O.E.C.E. ne se hasarde à en parler publiquement ».

Ce qui s'est passé, c'est que l'Angleterre, spécialement menacée par les projets américains, a proposé la suppression de 50 % des contingents à l'importation. Cette décision, qui a été adoptée par la Conférence, est un compromis qui reste très loin des objectifs américains. Il n'en est pas moins dangereux.

En effet, de nombreuses industries risquent d'être partiellement ou totalement éliminées, ce qui réduira au chômage des centaines de milliers de nouveaux travailleurs. Par exemple, les industries de l'aviation et des tracteurs en France, la construction navale en Suède, l'aviation et la métallurgie lourde en Italie, seraient complètement supprimées si la lutte des travailleurs ne s'opposait pas aux plans des impérialistes. Dans les colonies, toutes les possibilités d'industrialisation, qui sont déjà faibles, seront détruites. Partout les entreprises industrielles moyennes et petites seront sacrifiées, et seules seront privilégiées les entreprises où la participation du capital américain sera la plus importante.

De plus, les monopoles américains poursuivent leurs manœuvres en préparant les « Unions régionales » entre pays capitalistes européens.

Dans ces projets, le plus grand danger pour la classe ouvrière de ces pays provient de la liaison étroite qui existe entre les monopoles américains et les monopoles allemands de la Ruhr ; ceux-ci continuent à être dirigés par les hommes qui ont soutenu Hitler et profité du régime nazi et de la guerre. Les monopoles germano-américains continuent la même politique de reconstitution de la puissance économique et militaire de l'Allemagne occidentale non dénazifiée et d'oppression des travailleurs. En Allemagne occidentale, la classe ouvrière a une vie plus difficile que dans la plupart des autres pays d'Europe : il manque 5 millions de logements ; les salaires sont au-dessous du minimum vital ; le nombre des chômeurs atteint plus d'un million et demi ; aucun système de sécurité sociale n'est appliqué.

C'est ce niveau de vie misérable que les représentants du capital américain voudraient étendre à l'ensemble de l'Europe occidentale, en particulier au moyen des « Unions régionales » et en premier lieu du fameux

« Fritalux », qui comprend l'Allemagne occidentale et à propos duquel on parle beaucoup, précisément, d'unification des législations sociales, de baisse générale des prix de revient et d'augmentation de la productivité.

Deux conclusions se dégagent déjà de cette analyse.

C'est d'abord que toutes les difficultés économiques et sociales des pays capitalistes seront augmentées ; la lutte pour les débouchés sera plus violente, la crise de surproduction s'approfondira. Ainsi la politique égoïste et bornée du grand capital américain a pour résultat d'augmenter les difficultés qu'elle voudrait résoudre.

C'est ensuite que les monopoles feront tous leurs efforts pour intensifier l'exploitation des travailleurs des pays européens et des peuples coloniaux.

*

Dès maintenant, à la suite de la dévaluation, on observe *une élévation des prix* en France, en Angleterre, en Italie et dans les pays scandinaves. Partout cette augmentation s'accompagne d'une politique brutale de *bloquage des salaires*, politique à laquelle dans certains pays les gouvernements sont obligés de renoncer uniquement en raison de la lutte acharnée des travailleurs. Parallèlement se développe la campagne pour la *suppression de la sécurité sociale* et pour *l'augmentation du rendement du travail.*

L'augmentation du rendement du travail, dans le cadre d'une planification rationnelle de la production industrielle et agricole, permet d'améliorer le bien-être de la population dans les pays où l'exploitation capitaliste a été anéantie.

Mais dans les pays capitalistes l'élévation du rendement ne poursuit qu'un but : l'augmentation des profits par le renforcement de l'exploitation des travailleurs.

Il faut remarquer à ce propos qu'il n'est pas question aujourd'hui d'augmenter le rendement par l'amélioration de l'équipement technique des entreprises. En Amérique, par exemple, où les investissements nouveaux dans la métallurgie ont fortement diminué depuis le début de 1949, la pression des trusts sur les ouvriers s'est simultanément accrue. En France, l'abandon du plan d'équipement (Plan Monnet) a amené l'adoption d'autres moyens pour élever le rendement. Ce qui compte pour les capitalistes, c'est d'accélérer la vitesse du travail. Les cadences infernales qui règnent dans les entreprises industrielles sont une forme féroce de l'exploitation capitaliste des travailleurs.

En Angleterre, le Comité d'Etude du rendement dans les industries « estime qu'il existe un grand gaspillage de main-d'œuvre qui peut être évité et qu'une meilleure utilisation du personnel et du matériel est le moyen le plus rapide pour aboutir à une augmentation immédiate du rendement » (Bulletin du ministère du Travail, avril 1949). En France, le groupe d'Etude du rendement du travail propose d'augmenter le rendement de 70 % en 4 ans dont 20 % par l'amélioration de l'équipement et 50 % par une meilleure « organisation du travail ».

Quels sont les résultats pour les travailleurs ?

C'est d'abord l'augmentation du nombre des maladies professionnelles et du nombre des accidents du travail ; le travail devient encore plus pénible et plus fatigant. Les mesures de sécurité ne sont presque pas appliquées. Ainsi, la moyenne des accidents mortels en Angleterre a passé de 150 par mois en 1948 à 156 pour les sept premiers mois de 1949, et cela malgré les nombreux nouveaux règlements de « protection du travail ». Aux Etats-Unis, le nombre des accidents du travail a passé de 145.000 par an pour la période 1941-1945, à 166.000 pour 1948-1949. La même évolution existe en France et dans les autres pays capitalistes.

L'augmentation du rendement n'amène pas celle des salaires, au contraire ; les divers modes du calcul du salaire et de primes au rendement sont une arme sup-



Alors Baskins... peux-tu affirmer maintenant que la propagande de la Compagnie est aussi bonne que cela ?...
par Fred Wright et Bill Cahn, dans le « **United Electrical News** ».

Sur la pancarte :
Mangez moins, achetez moins, habillez-vous moins, pour une prospérité durable.

plémentaire entre les mains du patron. Le salaire reste toujours en retard, ne rattrape jamais le niveau des prix et moins encore celui des profits.

Examinons les changements survenus en Angleterre et aux Etats-Unis, pays où le mot d'ordre de l'augmentation du rendement a été appliqué avec le plus d'acharnement. Selon le *Bulletin Statistique des Nations Unies*, la part des profits en Angleterre s'est élevée de 30,2 % en 1947, à 32,4 % en 1948, et aux Etats-Unis de 32,5 % en 1947 à 34,6 % en 1949 ; il faut ajouter que, d'une part ces statistiques falsifient la réalité (puisque les profits ne comprennent pas les réserves et une grande partie des bénéfices non distribués) et que, par ailleurs, la part des profits a encore augmenté en 1949. En même temps se poursuit une baisse constante du salaire réel.

L'élévation du rendement se fait avant tout au profit des impérialistes. Voilà pourquoi ils y accordent une si grande importance. Voilà pourquoi les organismes du Plan Marshall ont créé dans les pays d'Europe occidentale des comités pour l'étude du rendement du travail, chargés de faire pénétrer en France les méthodes américaines ; ces comités ont invité des patrons, des employeurs et des soi-disants syndicalistes à visiter les Etats-Unis afin qu'ils voient sur place comment on exploite les travailleurs américains.

Et lorsque le T.U.C. annonce que l'élévation du rendement est le seul moyen de tirer profit de la dévaluation, il sert les intérêts des impérialistes et trahit ceux des travailleurs. Il masque le fait que la dévaluation a été imposée par les représentants du capital financier américain et acceptée par les travaillistes. Le *Times* du 3 novembre le montre en écrivant que « Le plan élaboré par la Commission Economique du T.U.C. implique la suspension pour un certain temps des accords liant les salaires au coût de la vie, et l'abandon par tous les syndicats de leurs revendications en matière de salaires. Il impliquait, en fait, un bloquage presque complet des salaires jusqu'à ce que la crise économique nationale soit en voie de solution ».

Mais il se trouve que l'on ne prévoit pas pour un proche avenir la possibilité « d'une solution de la crise économique ». Au contraire, toute la suite des événements démontre que la crise économique ne fait que commencer à se développer. Elle démontre aussi que les manœuvres américaines et celles de leurs satellites obéissants ne peuvent ni arrêter ni abréger la crise. Au contraire, elles ne font qu'empirer et embrouiller la situation.

Les impérialistes ne pourront réaliser leurs plans sans abaisser le niveau de vie des travailleurs, mais en abaissant le niveau de vie des travailleurs, ils ne font qu'aggraver la crise et les conflits sociaux.

Seule la lutte organisée des travailleurs pour de meilleures conditions de vie, pour préserver et augmenter leurs salaires, contre un système de travail épuisant, pour la sécurité au travail et la sécurité sociale, pourra empêcher les impérialistes de faire peser sur le dos des travailleurs le poids de la crise capitaliste.

Jan DESSAU.

Conférence Constitutive de l'Union Internationale des Syndicats des P.T.T. et de la Radio

(D.P. de la F.S.M.) (27-28-29 octobre 1949, à Berlin)

A cette Conférence ont participé les fédérations des P.T.T. et de la Radio des pays suivants : Afrique Occidentale Française, République démocratique allemande, Bulgarie, France, Hongrie, Italie, Pays-Bas. Trois observateurs des Syndicats de l'Allemagne Occidentale saluèrent la Conférence et affirmèrent leur profond désir de pouvoir adhérer bientôt à l'Union Internationale.

La F.S.M. était représentée par le camarade A. Le Léap, vice-président de la Fédération.

Parmi les très nombreux télégrammes et manifestations de sympathie adressés à la Conférence, citons particulièrement le télégramme des syndicats de Corée du Nord et la lettre de l'American Communication Association (C.I.O.).

Les délégués représentaient 900.150 syndiqués.

L'ordre du jour de la Conférence comportait les questions touchant à l'amélioration de la situation économique et sociale des travailleurs des P.T.T. et de la Radio, ainsi que la création d'une organisation internationale susceptible de défendre les intérêts vitaux des travailleurs de cette branche de l'activité économique.

Après avoir pris connaissance des rapports que chaque délégation soumettait à la Conférence concernant son activité dans son cadre national, il fut procédé à la constitution de l'Union Internationale des Syndicats des P.T.T. et de la Radio.

Le Règlement Intérieur de l'Union Internationale, soumis à la Conférence par la Commission chargée de l'élaborer, fut adopté à l'unanimité. Le Comité Administratif prévu par le Règlement Intérieur fut également constitué et se compose de 7 membres. Il fut décidé d'élargir ce Comité ultérieurement à 9 membres en réservant ainsi deux sièges pour les fédérations des pays de l'Amérique Latine et de l'Asie qui, principalement par suite des difficultés de déplacement, ne pouvaient participer à la Conférence. Les membres du Comité Administratif sont les suivants : W. Baumgart (Allemagne), R. Duhamel (France), E. Romey (Italie), G. Groot-Roesink (Pays-Bas), M. Visan (Roumanie), J. Kolar (Tchécoslovaquie), L.-J. Youssoupov (U.R.S.S.).

La Conférence a élu à l'unanimité le Bureau de l'Union Internationale dont les membres sont : *Président :* J. Kolar (président du Syndicat des Travailleurs des P.T.T. de Tchécoslovaquie) ; *secrétaire général :* W. Baumgart (secrétaire du Syndicat des Postes et des Communications (F.D.G.B.) de la République Démocratique Allemande) ; *vice-président :* L. Youssoupov (président du Comité central des Syndicats des Travailleurs des Communications de l'U.R.S.S.) ; R. Duhamel (secrétaire de la Fédération Nationale des Travailleurs des P.T.T. (France).

Comme vérificateurs aux comptes furent désignés, les camarades : L. Gnewek (Pologne), K. Ganev (Bulgarie) et R. Basta (Hongrie).

Le siège de l'Union Internationale fut fixé à Berlin (Allemagne).

A l'issue des travaux de la Conférence, les délégués adoptèrent un appel s'adressant à toutes les organisations syndicales et à tous les travailleurs des P.T.T. et de la Radio.

Conférence Constitutive de l'Union Internationale des Syndicats de l'Alimentation, de la Boisson, des Tabacs et des Hôtels, Cafés et Restaurants

(D.P. de la F.S.M.)

Le 5 novembre 1949 a été une date marquante pour des millions de travailleurs de l'industrie alimentaire du monde entier. Ce jour-là a été fondée l'Union Internationale des Syndicats des Industries de l'Alimentation, de la Boisson, des Tabacs et des Hôtels, Cafés et Restaurants.

Du 3 au 5 novembre, s'est tenue à Sofia (Bulgarie), la Conférence Internationale des représentants des syndicats de l'industrie de l'alimentation, convoquée sur l'initiative de la Fédération Syndicale Mondiale et du Comité Préparatoire d'Organisation qui s'était réuni le 6 juillet 1949, à Milan.

Les délégués représentaient à la Conférence l'imposante armée des syndiqués de l'Alimentation, qui compte 4.188.000 membres. Etaient présents des délégués des syndicats de l'Alimentation d'Allemagne, de Bulgarie, de France, de Hongrie, d'Italie, de Pologne, de Roumanie, de Tchécoslovaquie et d'U.R.S.S. Le camarade B. Gebert, secrétaire de la F.S.M., et le camarade Raiko Damianov, président de l'Union Générale Pro-



Vue generale de la Conférence Constitutive de l'Union Internationale des Syndicats des Travailleurs des Industries de l'Alimentation, des Boissons, des Tabacs et des Hôtels, Cafés et Restaurants, tenue dans le splendide Club Central de l'Armée Populaire à Sofia.

fessionnelle Ouvrière de Bulgarie, assistaient également à la Conférence.

Au cours de ces trois journées de travail, la Conférence a reçu de très nombreux télégrammes et messages par lesquels les travailleurs de l'alimentation d'Australie, d'Argentine, de Corée du Nord, de nombreuses provinces d'Allemagne occidentale et orientale, de Hollande, de Finlande et d'Albanie, ont envoyé leurs vœux de succès à la Conférence, ont salué la fondation de la nouvelle Union Internationale et ont exprimé leur solidarité avec les décisions de la Conférence.

L'envoi de télégrammes des coins les plus reculés de la terre a souligné davantage encore le caractère international de la Conférence.

Durant ces trois jours, la salle des séances a reçu la visite de délégations des travailleurs de nombreuses entreprises de l'alimentation et de manufactures de tabac de Sofia. Les représentants de ces entreprises venaient saluer les délégués étrangers, leur remettaient des cadeaux et leur souhaitaient un plein succès dans leurs travaux. Des dizaines de télégrammes de salutation des travailleurs et des travailleuses de Plovdiv, de Varna, de Stara-Zagora et d'autres villes de Bulgarie ont été transmis à la Conférence. La salle des séances était ouverte aux représentants de la presse de toutes tendances. Les journaux de la capitale bulgare ont largement consacré leurs colonnes aux interventions des délégués étrangers, aux travaux et aux décisions prises. Un grand nombre de représentants de divers entreprises et établissements de la capitale assistaient aux travaux en qualité d'invités.

Les délégués ont unanimement souligné dans leurs interventions l'urgente nécessité de renforcer de toutes les manières possibles la solidarité internationale des travailleurs ; ils ont souligné l'utilité des Unions Internationales sur la base de la profession, et le caractère indispensable de l'union des efforts dans la lutte pour une paix stable et pour la démocratie, contre les fauteurs d'une nouvelle guerre. Les discours des délégués ont montré comment les contradictions de classes s'avivent dans le camp de l'impérialisme, ainsi que la croissance de la répression politique dans toute une série de pays notoirement fascistes, et de pays où le fascisme se masque derrière une façade socialiste. Ils ont montré que la menace d'une crise économique générale se précise dans les pays capitalistes, tandis que le bien-être du peuple s'accroît infailliblement dans les pays de Démocratie Populaire comme en Union Soviétique.

La Conférence s'est terminée par la décision unanime de fonder une organisation permanente, portant le nom d'Union Internationale des Syndicats des Industries de l'Alimentation, de la Boisson, des Tabacs et des Hôtels, Cafés et Restaurants. Un comité administratif de l'Union a été élu ; il comprend les délégués suivants de divers pays représentés à la Conférence : le camarade M. Simonin (France), le camarade T. Caverni (Italie), le camarade V. Svirida (U.R.S.S.), le camarade A. Stachurski (Pologne), le camarade A. Ditchev (Bulgarie), le camarade V. Matsoura (Tchécoslovaquie) et le camarade E. Schilling (Allemagne).

Des postes ont été réservés au sein du Comité Administratif aux représentants des syndicats de Chine ainsi qu'aux représentants des syndicats des Pays-Bas et d'autres pays capitalistes qui désireraient adhérer à l'Union.

Les participants à la Conférence ont élu dans un grand enthousiasme et aux applaudissements de toute l'assistance le camarade Maurice Simonin comme président de l'Union Internationale, et le camarade Antoine Ditchev comme secrétaire.

Les participants de la Conférence ont choisi la ville de Sofia comme siège permanent de l'Union Internationale, dont l'adresse sera : 8, rue Positano. Les commissaires aux Comptes suivants ont été élus : le camarade P. Forgatgh (Hongrie), président de la Commission, la camarade Olga Khranova (Bulgarie), le camarade Ion Spataru (Roumanie). La Conférence a envoyé des télégrammes au Comité Permanent des Partisans de la Paix à Paris, à la Fédération Syndicale Mondiale à Paris, au Secrétaire Général de la C.G.I.L., le camarade Di Vittorio, au Président du C.C.S.S., le camarade V. Kuznetsov, et à la Conférence Syndicale des Pays d'Asie et d'Australasie se tenant à Pékin.

Pour conclure, la Conférence a adopté à l'unanimité les Statuts de l'Union Internationale ainsi qu'un appel à tous les travailleurs des industries de l'alimentation, de la boisson, des tabacs et des hôtels, cafés et restaurants.

Télégramme adressé à la F.S.M. par la Conférence Constitutive de l'Union Internationale des Syndicats de l'Alimentation, de la Boisson, des Tabacs et des Hôtels, Cafés et Restaurants.

La Conférence constitutive de l'Union internationale des travailleurs de l'industrie alimentaire a terminé avec succès ses travaux dans la capitale de la Bulgarie populaire et démocratique, pays immortel du combattant pour les droits de la classe ouvrière mondiale Georges Dimitrov. C'est avec grande satisfaction que nous communiquons, que malgré l'opposition des scissionnistes, l'histoire de la Fédération Syndicale Mondiale enregistre une nouvelle grande conquête. Réalisant la volonté de 4 millions d'ouvriers organisés dans l'industrie alimentaire de tous les pays, cette conférence a créé l'union internationale des syndicats des travailleurs de l'industrie alimentaire. Nous sommes fermement convaincus que la F.S.M. pourra avec une force plus grande défendre les intérêts des travailleurs de notre corporation. Nous vous prions d'agréer nos assurances que nous travaillerons pour le raffermissement et la consolidation ultérieure de notre Union internationale et vous déclarons que nous sommes prêts à faire tout notre possible pour défendre les intérêts des travailleurs de l'industrie alimentaire et pour lutter activement contre les fomentateurs d'une nouvelle guerre impérialiste.

Vive l'unité de la classe ouvrière de tous les pays.

Vive la Fédération Syndicale Mondiale.

Vive notre jeune Union Internationle.

PRESIDIUM.

Afrique du Sud

Discrimination Economique et Sociale

La Commission gouvernementale d'hygiène (1944) a fait la déclaration suivante sur la situation de la population indigène :

« Un grand nombre de gens dans ce pays ne gagnent pas assez pour se procurer le minimum de nourriture, de logement et de vêtements nécessaires à les maintenir en bonne santé. »

Le fait est que ce « grand nombre » est presque entièrement composé d'Africains, d'Indiens et de gens de couleur en général ; vivant dans des conditions de demi-famine, entassés dans des taudis, sans droits civils, ils fournissent la masse des travailleurs mal payés qui permettent à une petite minorité de ce pays de jouir d'un bien-être et d'un confort relatifs.

Toutes les mesures de législation industrielle et les services sociaux, avec très peu d'exceptions, sont conçus de façon à instituer une discrimination profonde contre les non-Européens.

Le rapport suivant traite en détail de la discrimination effective qui s'exprime dans les lois en vigueur dans l'Union Sud-Africaine.

LEGISLATION INDUSTRIELLE

LOI SUR LES MINES ET USINES (LOI N° 12 DE 1911, AMENDEE EN 1926). — Cette loi interdit aux Africains de travailler aux postes les mieux payés de l'industrie minière, quelle que soit leur qualification. Il en résulte donc que l'Africain est maintenu « légalement » à un niveau beaucoup plus bas que toutes les autres catégories de la population employées dans les mines.

LOI N° 36 DE 1937, SUR L'ARBITRAGE INDUSTRIEL. — Cette loi, qui régit la reconnaissance légale des syndicats, le règlement des conflits, le plan des accords industriels et l'établissement de « conseils industriels » pour contrôler l'application des accords signés, exclut de la définition d' « employé » tous les travailleurs africains du sexe masculin. L'effet de cette exclusion est que les travailleurs africains du sexe masculin ne peuvent pas appartenir à des syndicats légalement enregistrés et reconnus, et que les Africains qui ont organisé leur propre syndicat n'en peuvent demander la reconnaissance légale. La loi les exclut des conventions collectives et les empêche de conclure des accords avec les employeurs par l'intermédiaire des « conseils industriels ». Les conditions de travail où de salaires fixées par les conseils industriels le sont sans qu'ils soient consultés et sans leur consentement.

REGLEMENT SUR LE TRAVAIL DES INDIGENES (LOI N° 15 DE 1911). — Cette loi régit le recrutement des travailleurs africains ; elle est largement applicable à l'industrie minière. Elle rend illégale pour un travailleur africain la participation à toute grève.

LOI SUR L'APPRENTISSAGE (LOI N° 37 DE 1946). — Cette loi établit le minimum d'instruction requise pour l'apprentissage des métiers spécialisés. Ce niveau minimum est si élevé que dans le domaine pratique les jeunes Africains ne peuvent suivre d'apprentissage pour aucune spécialisation. Il y a en Afrique du Sud moins de 100 apprentis africains pour un total de 17.000 apprentis qui font leurs études conformément à la loi sur l'apprentissage.

LOI N° 53 DE 1946 SUR L'ASSURANCE-CHOMAGE. — Conformément à cette loi, un grand nombre de travailleurs africains était inclus dans l'assurance et pouvait toucher des allocations de chômage. Mais, en 1949, le gouvernement modifia la loi. L'amendement sera en vigueur dès le 1er janvier 1950 et privera la grande majorité des travailleurs africains du bénéfice de cette loi. Tous les Africains gagnant moins de 182 livres en seront exclus, de même que tous les ouvriers saisonniers comme ceux de l'industrie du sucre et de l'alimentation. De plus, la loi exclut les ouvriers agricoles ainsi que les Africains employés dans les mines d'or et de charbon, industries où les Africains sont particulièrement nombreux.

MESURES ANTI-GREVES

LOIS SUR LES MAITRES ET LES SERVITEURS. — Ces lois permettent d'accuser les Africains en grève de « désertion ».

LOI SUR L'ARBITRAGE INDUSTRIEL. — Comme les travailleurs africains du sexe masculin ne sont pas considérés comme « employés », ils n'ont pas le droit de faire grève légalement. Les poursuites sont fréquentes contre les Africains ayant fait grève.

ARRETE DE GUERRE N° 145. — Cette loi introduite pendant la guerre a rendu l'arbitrage obligatoire. Les Africains en conflit avec leurs employeurs peuvent s'adresser au ministre du Travail pour qu'il désigne un arbitre. S'ils font grève avant la nomination de l'arbitre, la grève est illégale ; et si le gouvernement ne nomme pas d'arbitre, ils ne peuvent pas davatange faire grève. Cet arrêté de guerre est encore en vigueur

NOTE. — La livre sud-africaine équivaut à peu près à 980 francs français ; le shilling à 49 francs et le penny à 1 fr. 08.

Cet avis qui est placé sur un building de Johannesburg montre éloquemment la discrimination raciale existant en Afrique du Sud :

Cet ascenseur est uniquement pour les Européens.
Un ascenseur de service est prévu pour les livreurs, les non Européens, les voitures d'enfants et les chiens.
Interdit aux colporteurs.

THIS LIFT IS FOR EUROPEANS ONLY
SERVICE LIFT IS PROVIDED FOR TRADESMEN, NON-EUROPEANS, PRAMS & DOGS.
NO HAWKERS ALLOWED.

SALAIRES

AGRICULTURE. — Les plus bas salaires sont payés aux ouvriers agricoles africains. Ils varient de £ 27 payées en espèces et £ 23 en nature, par an, dans la province du Cap, à £ 8,4 en espèces et £ 4,8 en nature dans les autres provinces. Les gains des ouvriers agricoles sont si bas qu'ils quittent l'agriculture en grand nombre pour chercher du travail dans les mines et les manufactures.

Le gouvernement actuel exerce la plus forte pression pour obliger les Africains à accepter du travail dans les fermes, allant jusqu'à louer des forçats aux fermiers et encourageant ceux-ci à construire leurs propres prisons.

Le 2 septembre 1949, Mr C.R. Swart, ministre de la Justice, a inauguré une prison construite par la *Leslie Farmers' Labour Supply Corporation*, dont les 50 actionnaires recevront des prisonniers africains pour travailler sur leurs domaines proportionnellement au nombre d'actions qu'ils détiennent chacun. Les forçats seront payés 1 sh. 9 par jour

MINES. — Les salaires en espèces payés aux mineurs africains sont de £ 42,13 par an. Les travailleurs européens du sous-sol gagnent £ 423 par an et ceux de surface de £ 299. Les Africains reçoivent également des rations et des logements dans les baraquements où ils sont confinés. Le salaire quotidien moyen d'un Africain est de 2 sh. 9 , ce qu'il reçoit en nature équivaut à 1 sh. 6, soit au total 4 *sh.* 3 *par jour.* Ce chiffre se rapporte aux mines d'or : les salaires sont encore plus bas dans les mines de charbon.

MANUFACTURES. — Dans les industries du fer, de l'acier et des machines, le taux des salaires d'un ouvrier spécialisé, tel qu'un ajusteur ou un tourneur, est de 3 sh. 3 à l'heure. Pour le travailleur non spécialisé, il est de 7 1/2 pence à l'heure.

Un grand nombre d'ouvriers sont payés conformément à la loi sur les salaires n° 44 (de 1937) qui fixe un salaire minimum allant de £ 1,7 par semaine à £ 8,9 par semaine pour 46 heures de travail. Il faut y ajouter une indemnité de vie chère d'environ 11 sh. par semaine pour les salaires minima.

INSTITUTEURS AFRICAINS. — Le traitement minimum pour un instituteur qualifié du degré I est de £ 120 par an ; il va de £ 210 à 390 pour un instituteur du degré VI ayant un grade universitaire. Les instituteurs européens gagnent de £ 275 à £ 600 dans les écoles primaires et les professeurs de £ 350 à £ 700 dans les écoles secondaires.

DUREE DU TRAVAIL

Il n'y a pas de durée maximum de travail pour les travailleurs agricoles et domestiques. Tous les travailleurs dépendant des lois sur les fabriques ont la semaine de 46 heures.

CONGES

Les ouvriers agricoles et les domestiques n'ont aucun congé payé légal. Dans l'industrie minière, les blancs ont trois semaines de congés annuels payés, tandis que les mineurs africains n'ont aucun congé. La loi sur les usines établit deux semaines de congés annuels payés pour tous les travailleurs, sans discrimination, qui tombent sous cette juridiction.

SECURITE SOCIALE

La discrimination s'exerce légalement dans tous les domaines de la sécurité sociale.

PENSIONS POUR AVEUGLES. — Conformément à la loi n° 11 de 1936 sur les aveugles, amendée en 1944, la pension maximum est de £ 60 par an pour les Européens et de £ 12 par an pour les Africains.

RETRAITE DES VIEUX. — La loi sur les pensions de vieillesse (n° 22 de 1928, amendée en 1931 et 1937) prévoit les pensions suivantes : £ 60 par an pour les citadins européens, et seulement £ 12 pour les Africains. Dans les régions rurales, elle est de £ 48 pour les Européens et de £ 6 par an pour les Africains.

ASSURANCE-INVALIDITE. — La loi n° 36 de 1946 garantit des subsides aux personnes de toutes races, âgées de plus de 16 ans, et souffrant d'invalidité mentale ou physique permanente les rendant inaptes à subvenir à leur entretien. Là encore, le maximum européen est de £ 60 par année tandis que les Africains touchent £ 12 par an.

ASSURANCE-ACCIDENTS (LOI N° 30 DE 1941). — Cette loi régit l'assurance des travailleurs contre les blessures survenues pendant le travail. Elle joue pour tous les travailleurs dont le salaire ne dépasse pas £ 270 par an. Les ouvriers agricoles (à l'exception de ceux qui travaillent à l'aide de machines agricoles mécaniques) sont exclus de ces dispositions. Cela signifie que la grande masse des travailleurs africains en sont exclus. Ceux qui en bénéficient touchent une assurance plus faible que les autres catégories de travailleurs.

Cette loi prévoit que des soins médicaux peuvent être donnés jusqu'à concurrence de £ 100 par an aux Européens et de £ 25 aux Africains. Le paiement de l'assurance pour incapacité temporaire est au même taux pour tous les travailleurs, mais les Africains ne touchent rien si leur salaire ne dépasse pas £ 13 6 sh. 8, si l'incapacité temporaire est inférieure à 7 jours. Cela signifie que la majorité des travailleurs africains sont lésés.

Une série de lois régissent le paiement des subsides aux mineurs souffrant de tuberculose, qui est une maladie professionnelle très répandue dans les mines d'or. Comme les subsides sont proportionnels aux salaires, les Africains dans tous les cas reçoivent moins que les mineurs européens. Les personnes à charge des mineurs européens peuvent toucher des pensions, contrairement aux personnes à charge des mineurs africains.

LOGEMENT

De 1911 à 1946, la population africaine dans les zones urbaines est passée de 508.142 à 1.794.212. Le problème consistant à procurer des habitations convenables aux Africains n'a pas été effleuré. Ils sont obligés d'habiter dans des « réserves » qui ne sont rien d'autres que des taudis misérables. Récemment, il y a eu un développement des « cabanes ». Il s'agit simplement, dans des régions habitées par les Africains, de baraques dans lesquelles des familles entières vivent, et qui sont construites à l'aide de vieux sacs, de bidons de pétrole, de morceaux de bois, etc. Le plus connu de ces camps est situé à Moroka, près de Johannesburg : il abrite 100.000 personnes.

En 1947, la Direction du Logement du Département des Affaires Indigènes estimait les besoins immédiats à 154.000 maisons et à 106.900 logements pour des isolés. Les « réserves » dans lesquelles les Africains sont entassés (car il leur est interdit de vivre dans les zones habitées par les Européens), se trouvent généralement à une grande distance de leur lieu de travail ; dans le cas de Johannesburg, cette distance atteint 10 milles. Les loyers s'y élèvent de 16 sh. 8 par mois pour une maison de 2 pièces, à £ 2,10 par mois pour 4 chambres.



En août 1946, eut lieu une grève de masse groupant 50.000 ouvriers africains des mines d'or. La grève fut brisée par les brutalités policières qui causèrent la mort de plusieurs travailleurs et les blessures de centaines d'autres. Notre photographie montre la police attaquant les mineurs africains et les conduisant littéralement à leur travail à coups de bâton.

En 1944, une commission gouvernementale désignée pour enquêter sur les tarifs d'autobus payés par les Africains dans le Witwatersland et d'autres régions, a déclaré qu'une famille africaine de cinq personnes avait besoin d'un minimum de £ 12 18 sh. 6 par mois pour ses besoins vitaux, alors qu'elle ne touchait que £ 9 18 sh. 1, soit beaucoup moins que le minimum vital.

CONTROLE DES MIGRATIONS DES TRAVAILLEURS AFRICAINS

Une grande partie de la main-d'œuvre africaine est semi-nomade ; c'est-à-dire que l'Africain est engagé par contrat pour une certaine période et qu'il est recruté dans une réserve indigène, une région rurale ou même hors de l'Union Sud-Africaine. Les Africains sont donc habituellement logés sur des terrains spéciaux, dans des baraques.

Le « Manuel des Relations raciales », publié par l'Institut des Relations raciales, déclare ce qui suit au sujet de la main-d'œuvre immigrée :

« L'emploi des travailleurs temporaires immigrés a de lointaines conséquences sociales et économiques. Il implique la rupture de la vie familiale durant l'absence du soutien de famille, ce qui a de sérieuses répercussions sociales. En même temps, il réagit à la fois sur l'efficacité de la main-d'œuvre industrielle et de l'agriculture indigène. La spécialisation et le développement des aptitudes professionnelles en sont retardés ; en effet, il ne vaut pas la peine, pour les employeurs, de passer du temps à entraîner des travailleurs qui n'exercent leur activité que pendant des périodes relativement courtes. La main-d'œuvre semi-nomade agit ainsi comme un facteur du maintien de la « barrière de couleur ». En même temps, les progrès de la technique agricole dans les réserves sont freinés par l'absence continuelle d'un grand nombre de jeunes gens.

LE CONTROLE DES AFRICAINS DANS LES ZONES URBAINES. — L'entrée des Africains dans les villes et dans les réserves indigènes est régie par une législation

qui a été renforcée par la loi sur les zones indigènes urbaines (n 25 de 1945). Selon cette loi, tous les indigènes des zones urbaines doivent résider à partir d'une certaine date dans une réserve, un village ou un hôtel indigène. L'entrée, la résidence et même le départ sont soumis au contrôle direct des services gouvernementaux ou des autorités locales.

La police fait des rafles constantes et opère des arrestations nombreuses sous divers prétextes : par exemple : recherche de résidents illégaux ou sans passeport, perquisition pour non paiement des impôts, pour fabrication illégale de bière, etc. Ces perquisitions se font très tôt dans la matinée et les gens sont tirés de leur lit.

LOIS SUR LES PASSEPORTS. — Les Africains sont soumis aux « lois sur les passeports », destinées à restreindre leurs mouvements dans la plus grande partie du pays. Ils doivent avoir constamment ces passeports sur eux et la police peut les leur exiger à toute heure du jour ou de la nuit.

Conformément à la loi de 1945 sur le contrôle des indigènes dans les zones urbaines, les Africains peuvent être contraints à porter sur eux un ou plusieurs des papiers suivants :

1° Un contrat de travail légalisé (pour les Africains du sexe masculin) qui doit être renouvelé tous les mois ;

2° Une autorisation de chercher du travail pour les travailleurs du sexe masculin ;

3° Un certificat du magistrat, donnant aux indigènes du sexe féminin l'autorisation de passer dans un autre district ;

4° Un insigne de travailleur partiel ;

5° Un permis spécial ou passeport de nuit de l'employeur donnant à l'Africain l'autorisation de sortir la nuit pour des motifs légitimes ou pour rendre une visite ;

6° Un permis de logement ou de visite dans une réserve africaine.

Le manque d'un de ces documents rend l'Africain passible d'arrestation immédiate et d'emprisonnement. Il y a eu, en 1930, 30.000 poursuites du fait de la loi sur les passeports ; ce chiffre est monté en 1940 à 99.000 et il est encore plus élevé aujourd'hui.

CONCLUSION

La population de l'Union Sud-Africaine, selon le recensement de 1946, se compose de 11.258.858 personnes, soit à peu près un peu plus de 2 millions d'Européens, près de 300.000 Indiens, 1 million de métis et près de 8 millions d'Africains.

Donc, l'énorme majorité de la population vit dans des conditions de pauvreté, de souffrance et d'exploitation qui se rencontrent dans peu de régions du monde. Entassés dans des réserves et des taudis, privés de leurs droits civils, ils servent uniquement de main-d'œuvre à bon marché. Dans cette situation, l'Africain a un besoin criant de syndicats ; mais tout effort pour organiser des syndicats rencontre l'opposition de tout l'appareil de l'Etat. La première tâche de tous les syndiqués progressistes d'Afrique du Sud est de briser cette interdiction et de donner une possibilité de lutte aux travailleurs africains.

La Fédération Syndicale Mondiale a déjà attiré l'attention des Nations Unies sur la situation honteuse des travailleurs indigènes en Afrique du Sud. L'ouvrier africain peut être sûr du soutien des 72 millions de travailleurs membres de la F.S.M.

Cette dernière a toujours soutenu et continuera à soutenir la juste lutte de nos camarades africains pour leurs libertés et leurs droits économiques et sociaux, contre la discrimination raciale, survivance odieuse de l'esclavage utilisée par les exploiteurs capitalistes pour sauvegarder leurs profits.

T. F. Mc WHINNIE.

LA VIE SYNDICALE DANS LE MONDE

ALBANIE

Le 2ème Congrès des Syndicats d'Albanie

Du 23 au 26 octobre 1949, dans le centre industriel de Koutchovo, s'est tenu le 2e Congrès des Syndicats Unis d'Albanie. 500 délégués représentant plus de 65.000 syndiqués ont pris part aux travaux de ce Congrès. Des délégués fraternels des syndicats d'U.R.S.S., de Pologne, de Bulgarie, de Hongrie et de la Grèce démocratique y ont assisté. La C.G.T. française et la C.G.I.L. (Italie) ont envoyé des télégrammes de félicitations à l'adresse du Congrès. Le camarade B. Gebert, secrétaire de la F.S.M., représentait la Fédération Syndicale Mondiale.

Le Congrès a discuté les problèmes suivants :

1° Rapport du Conseil Général des Syndicats ;

2° Ratification du projet de statuts des syndicats albanais ;

3° Election du Conseil Général et des Commissaires aux Comptes.

Le Congrès a approuvé l'activité du Conseil Général des Syndicats d'Albanie et a accepté les nouveaux statuts.

En saluant le Congrès, le camarade Gebert a appelé les syndicats albanais à consolider l'union internationale et à renforcer la Fédération Syndicale Mondiale.

Le Congrès a envoyé le télégramme suivant à la F.S.M. :

« *Les délégués du 2e Congrès syndical d'Albanie saluent avec joie, la F.S.M. symbole de l'unité internationale du mouvement ouvrier. Nous vous assurons que nous resterons des membres fidèles de la F.S.M. dans la lutte pour la Paix, l'unité syndicale internationale et leur défense contre les impérialistes criminels.*

Vive la Fédération Syndicale Mondiale !

2e Congrès Syndical d'Albanie ».

Pour conclure, le Congrès a élu un Conseil Général de 45 membres et 20 suppléants, ainsi que 7 Commissaires aux Comptes.

Ont été élus comme Président du Conseil Général, le camarade Gogo Nouchi et, comme Secrétaire, le camarade Pilo Peristeri.

ETATS-UNIS

Au Congrès du C.I.O.

Murray divise complètement les Travailleurs

Le C.I.O. arme officielle de la guerre froide

Nous donnons ci-dessous le résumé d'un article de Lawrence Emery, correspondant rédactionnel du « National Guardian », hebdomadaire américain du Parti Progressiste. Cet article fut publié le 7 Novembre et était envoyé du Congrès ordinaire du C.I.O. qui se tenait à Cleveland (Etat d'Ohio) du 31 Octobre au 6 Novembre. Publié par le « Guardian » sous le titre précité, il décrit l'atmosphère hystérique dans laquelle se déroulèrent les séances du Congrès.

«L'atmosphère du Congrès a ressemblé à celle qui caractérise un lynchage », écrit Emery. « Les attaques des « bouffeurs de rouges » commencèrent le premier jour, augmentèrent le second, et atteignirent le stade des vitupérations personnelles, le troisième. »

Au cours des travaux du Congrès, on a fait insidieusement introduire des amendements dans les Statuts du C.I.O. pour chasser des postes responsables les membres « du Parti Communiste, de toute organisation fasciste ou autre mouvement totalitaire », et toute personne en général « qui applique de manière conséquente une politique ou des activités tendant à l'application du programme de telles organisations ou mouvements ».

En outre, l'Exécutif a acquis le droit de limoger des responsables et d'exclure des syndicats et des comités syndicaux à direction de gauche, dans l'intervalle des Congrès. Ainsi, 11 syndicats appartenant à l'aile gauche du C.I.O. ont été menacés d'exclusion.

Au Congrès, a été exclu du C.I.O. le Syndicat des Travailleurs de l'Electricité, fort de 500.000 adhérents, ainsi que le Syndicat des Travailleurs des Machines Agricoles qui s'était uni au S.T.E., n'ayant pas voulu suivre le Syndicat des Travailleurs de l'Automobile à direction réactionnaire. Un groupe de droite fut formé pour briser le S.T.E. de l'intérieur et la

direction réactionnaire du Syndicat des Travailleurs de l'Automobile fut mandatée pour attirer les ouvriers de la construction des machines agricoles.

« Par de telles actions, le C.I.O., a abandonné ses principes constitutifs de démocratie syndicale et d'autonomie pour les organisations adhérentes ; il a approfondi la scission existante au sein du mouvement ouvrier américain ; il a élevé la « chasse aux rouges » à un niveau qui n'a sans doute jamais existé, même à notre époque de « serments de fidélité ». Le C.I.O. s'est effectivement transformé en une arme de la guerre froide », écrit Emery.

Parmi les orateurs au Congrès du C. I. O., il y avait Acheson, Secrétaire d'Etat ; Maurice Tobin, Ministre du Travail, le Général Omar Bradley, et même un Administrateur du Bureau Fédéral de Sécurité.

Philip Murray a annoncé comme une victoire l'acceptation par les employeurs des recommandations d'une « Commission d'Enquête » dans un conflit du Syndicat des travailleurs de l'acier, tandis que la revendication pour la révision des salaires avait été complètement repoussée par la Commission et que Murray lui-même avait promis de surseoir à toute demande d'augmentation jusqu'à la fin de 1950. Une telle trahison de Murray avait provoqué les critiques de l'aile droite, elle-même, en raison de l'effet de cet accord sur toutes les autres branches d'industrie. Néanmoins, pendant la séance d'une matinée entière, les orateurs furent appelés l'un après l'autre à la tribune à faire l'éloge de la sagesse de Murray, et à saluer un nouveau système de pensions pour les travailleurs de l'acier, système qui est en réalité misérable. Cependant, la délégation du Syndicat des Travailleurs de l'Electricité (S.T.E.) s'étant réunie en dehors du Congrès, publia une déclaration qui équivalait au retrait du C.I.O. Selon cette déclaration, il était devenu clair à la délégation que la principale activité de la Conférence serait «la chasse aux rouges» pour la joie de la presse commerciale anti-ouvrière et des politiciens auxquels le C.I.O. se subordonne désormais. Ce programme de débauchage des membres, de désagrégation syndicale et de la chasse hypocrite aux « rouges » est le développement logique de la politique que le C.I.O. suit depuis deux ans. La politique du C.I.O. consiste aujourd'hui à saper la force organisée des travailleurs et à les aligner politiquement par la force.

La politique suivie actuellement au C.I.O. mène à la destruction des syndicats libres et à la soumission du mouvement ouvrier au contrôle et à la direction du gouvernement, au seul bénéfice des employeurs.

La déclaration ajoutait que le C.I.O. avait utilisé les cotisations payées par le Syndicat des Travailleurs de l'Electricité, « pour aider les persécutions contre le S.T.E., le travail subversif à l'intérieur du S.T.E. et pour combattre la volonté clairement exprimée par les adhérents du S.T.E. ».

Les amendements aux Statuts furent discutés le soir du deuxième jour. Les délégués du S.T.E. étaient absents (1).

Des « bouffeurs de rouges » notoires comme Curran (Président du Syndicat National des gens de mer), et Walter Reuther (du Syndicat des travailleurs de l'industrie automobile) avec Murray à leur tête, prirent part aux attaques personnelles grotesques contre les dirigeants des syndicats de l'aile gauche, ne négligeant pas les injures grossières. Murray, déchaîné, dans sa crainte animale devant le danger «rouge», a déversé des torrents de mensonges et de calomnies sur les dirigeants progressistes de plusieurs syndicats affiliés au C.I.O.

Répondant au nom de l'aile gauche, Ben Gold, du Syndicat de la Fourrure et du Cuir, déclara qu'en privant la minorité de ses droits et de la liberté d'opinion, le C.I.O. détruisait sa propre force morale. « Pratiquement, vous ouvrez la voie aux monopolistes réactionnaires ».

Joseph Selly, du Syndicat des travailleurs américains des Communications, declara : « Je n'ai pas honte d'implorer dans ce cas, car je pense que nous sommes à la veille d'une décision qui peut mener le C.I.O. et en général le mouvement des travailleurs américains au désastre. Je veux plaider pour que les syndiqués de mon organisation conservent leur droit démocratique américain fondamental de décider de leur ligne de conduite par la vote au scrutin secret ».

Le Syndicat des Travailleurs de l'Electricité fut néanmoins exclu du C.I.O. par une majorité écrasante.

Après quoi, un premier pas fut fait pour fonder un nouveau syndicat sous la direction de James Carey, qui avait été battu aux élections du S.T.E. en 1942. Il est actuellement un des dirigeants de l'Association Catholique des syndiqués. Sa nouvelle organisation porte le nom de Syndicat International des travailleurs de l'Electricité, des Machines et de la Radio. Cette organisation doit tenir sa première Conférence à Philadelphie le 28 Novembre de l'année en cours. Son siège est fixé à Washington.

Carey annonça que les employeurs seraient informés de la nouvelle situation. Il a admis indirectement les débauchages et les « descentes » de la part des hommes de Reuther et déclara que les ouvriers recrutés par le Syndicat des travailleurs de l'industrie automobile se joindraient bientôt à lui.

Selon toute vraisemblance, de nombreux conflits entre l'ancien et et le nouveau syndicat devront être réglés par des procès.

Au cours de l'une des séances, Curran proposa une résolution sur la politique internationale. Elle approuvait le plan Marshall, le Pacte Atlantique et le point 4 du programme de Truman pour l'« aide aux régions sous-développées » ; elle applaudissait les « élections libres » en Allemagne, se lamentait sur l'« écroulement » de la Chine et approuvait l'action des Etats-Unis aux Philippines.

S'opposant à cette résolution, Harry Bridges, Président du Syndicat des Dockers, déclara : « Les peuples d'Asie et d'Afrique vont

---

(1) Un document publié par le S.T.E. montre comment la direction réactionnaire du Syndicat des travailleurs de l'industrie automobile, s'est livrée depuis mars 1948, à des descentes systématiques dans les organisations du S.T.E.; 456 raids ont été effectués sans que Murray les ignore, alors que le S.T.E. était membre régulier du C.I.O.

continuer à avancer. La pierre de touche d'une résolution sur la politique internationale est l'attitude que nous prendrons devant la lutte de ces peuples en vue de leur libération ».

Appelant à développer le commerce avec la Chine et la Russie, il dit : « Nous pensons, par bêtise, que l'exportation des produits est le seul moyen pour que nos industries continuent à travailler normalement ».

Mais la résolution proposée par ceux de la droite passa avec la majorité habituelle.

Une autre résolution approuva le retrait du C.I.O. de la F.S.M. et interdit à tout syndicat ainsi qu'à tout responsable du C.I.O. d'entretenir des relation avec la Fédération Syndicale Mondiale.

A ce sujet, Harry Bridges — Président de l'Union Internationale des syndicats des Marins et Dockers — attira l'attention du Congrès sur la situation particulière des travailleurs maritimes et sur le fait qu'ils ont particulièrement besoin de contacts internationaux.

Albert J. Fitzgerald, Président du S.T.E., dit au sujet de ce qui s'était passé : « Les travailleurs de l'industrie électrique ont organisé le S.T.E. afin de combattre pour l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail. Nous continuerons à lutter pour ces objectifs ».

GRECE

Il faut mettre un terme aux souffrances et aux supplices des démocrates grecs

Nous reproduisons ci-dessous une lettre des familles de huit démocrates grecs condamnés à mort à J.V. Staline, Président du Conseil des Ministres de l'U.R.S.S.

« Aujourd'hui, alors que la question grecque est discutée à l'O.N.U., alors que tous désirent que la tragédie grecque se termine, alors que tant d'efforts sont faits pour trouver une solution mettant fin à la question grecque, le tribunal militaire grec a montré à nouveau toute sa cruauté en prononçant une sentence terrible et injuste.

Le tribunal a condamné par deux et même trois fois à mort huit personnes qui n'ont commis aucun crime, sans que la moindre preuve ait été présentée, en se basant exclusivement sur les déclarations du « suicidé » Aravanis (qui fut assassiné) et sur les témoignages d'organismes policiers qui n'étaient rien d'autre que la répétition de ces fameuses déclarations.

Tout cela s'est produit parce que les accusés ont dévoilé le sadisme des tortures pratiquées par l' « Asphalia » du Pirée (Asphalia : département du Ministère athénien de l'ordre public, s'occupant principalement de la « lutte contre les communistes ». Note de la rédaction). Au nombre des condamnés, ont été torturés : Barbounakis, Iliopoulos, Famelis, Strilakos, Saradzis et Ioannidis, condamnés à mort, Maria Moudes, condamnée à la réclusion à perpétuité, Georgia Spernovasilis, Stella Siphonnou et Sophianopoulos.

Le bourreau du « Département de la lutte contre le communisme » Bolterakis, que l'on appelle également Lartis, Kikh, Moskios, Giorgos, et dont le vrai nom est Ioakim, outre d'autres tortures, a fait subir aux hommes l'écrasement et la torsion des organes génitaux. Le nommé Taksis est mort de telles tortures.

Evangelia Saradzis, nue et déjà couverte de blessures, a été frappée sans interruption pendant des jours entiers. Tous les supplices comme celui de la « phalange » et celui du feu ont été appliqués à cette jeune fille de 25 ans.

Ioannidis, dont on voulait faire un faux témoin contre Barbounakis, a subi la « phalange », l'écrasement des organes génitaux, l'arrachement des cheveux.

Les tortures étaient telles qu'un des hommes de l'Asphalia, Aravanis, mit fin à ses jours. Dans une lettre qu'il envoya à sa sœur et qui fut lue au tribunal, il écrivait : « Je ne peux supporter les cris des suppliciés ».

Xenakis est devenu fou et il a fallu séparer son « affaire » de ce procès.

L' « Asphalia » du Pirée, désirant donner une apparence de bien-fondé aux agissements de certains de ces agents, a arrêté quelques vieux communistes, les a torturés comme les autres et a déclaré qu'ils étaient les dirigeants de l'organisation communiste du Pirée.

Ainsi fut monté le procès, et bien que la mise en scène ait été dévoilée au tribunal et que les policiers se soient trouvés dans une situation ridicule, les juges exaspérés par ces révélations ont rendu leur terrible sentence. Plus encore, la décision avait déjà été prise lorsque les nôtres avaient refusé de se soumettre et lorsque, par la suite, au Makronnissos, ce terrible cimetière de tant d'honnêtes gens, ils avaient continué à demeurer fidèles à eux-mêmes et à leurs idées. Ils durent rester debout au Makronissos pendant des jours, sans vêtement, chargés de sacs de sable, sous un soleil brûlant comme par le vent et la pluie. Ils furent frappés sans pitié et terrorisés pour tenter d'abattre leur moral.

La double et triple condamnation à mort éveille nos plus vives alarmes, et nous cherchons à comprendre dans quel but sont rendus ces arrêts redoublés. Peut-être est-ce pour que la Cour de Cassation ne réexamine pas le cas des condamnés. Les autorités sont capables de tout.

M. Staline, beaucoup de sang a déjà été répandu dans notre pays, bien des gens périssent, d'autres sont fusillés par les pelotons d'exécution et beaucoup d'autres mourront encore si quelque chose n'est pas fait à Lake-Success.

Nous nous adressons à vous, M. Staline, et nous n'attendons plus que de vous le salut des êtres qui nous sont chers. Nous craignons qu'ils ne soient fusillés inopinément en cet instant même.

C'est avec une immense douleur que nous tournons vers vous nos yeux pleins de larmes et que nous vous supplions de sauver nos seuls soutiens.

Faites tout votre possible pour que des êtres si nobles, de tels patriotes, ne soient pas menés au poteau d'exécution.

Avec notre reconnaissance infinie. »

(Suivent les signatures.)

Ce document bouleversant parle de lui-même. La conscience des peuples ne peut accepter de telles atrocités.

Le gouvernement imposé au peuple grec par les Anglo-Américains poursuit l'extermination de tous ceux qui sont restés fidèles à leurs convictions démocratiques. Plus de 30.000 personnes sont emprisonnées dans de nombreux camps de concentration ; parmi elles se trouvent de vaillants combattants de la résistance contre l'occupant hitlérien, des dirigeants syndicaux, des femmes, des vieillards, des prêtres, des enfants. Dans les murs des prisons grecques avaient été exécutées, à la fin juin 1940, 4.711 personnes, parmi lesquelles plus de 2.000 résistants. Le 20 février 1949, le Secrétaire Général de la C.G.T. grecque, Paparigas, était pendu dans sa cellule.

Au cours du mois d'avril dernier seulement, 62 personnes ont été exécutées à Athènes, et 145 dans l'ensemble du pays, après des tortures sauvages et raffinées.

En ce moment, l'organisation des Nations Unies examine un projet de résolution présenté par la délégation de l'U.R.S.S. pour la défense des patriotes grecs contre la terreur féroce des monarcho-fascistes.

La Fédération Syndicale Mondiale, qui a élevé à plusieurs reprises sa protestation auprès de l'organisation des Nations Unies contre les persécutions des militants syndicaux de Grèce, n'a pu rester indifférente à l'appel des démocrates grecs. Le 24 octobre, elle a envoyé à l'O.N.U. le télégramme suivant :

« Protestons de nouveau énergiquement contre nouvelle condamnation à mort par cour martiale de Catherine Zevgos et sept autres démocrates grecs Dimitros Moratidis Stop Egangelia Saradzis Stop Artemmôs Iionnidis Stop Sotiros Barbounakis Stop Jacovos Famelis et Antonios Strilakos Stop Vous prions intervenir auprès Gouvernement grec pour sauver la vie de ces huit innocents.

« Louis SAILLANT.
« *Secrétaire Général.* »

Les peuples doivent dire énergiquement :

« Assez ! Arrêtez le bras des bourreaux ! »

LUXEMBOURG, SUISSE, SCANDINAVIE

A la veille d'un assaut généralisé contre le niveau de vie des Travailleurs

Les travailleurs de ces pays se trouvent actuellement en présence de deux séries de faits :

a) le renouvellement annuel des conventions collectives en Scandinavie, qui a lieu cette année après la dévaluation ;

b) des attaques contre le statut des travailleurs des chemins de fer en Luxembourg.

Pas de rapport, à première vue, entre ces deux ensembles de faits, — sauf qu'ils se déroulent sur la toile de fond des événements suivants :

a) l'agressivité croissante des trusts et monopoles en Europe Occidentale ;

b) une campagne renforcée pour la formation d'une pseudo-internationale syndicale, internationale ayant pour objectif la soumission totale des intérêts des travailleurs aux intérêts des trusts et monopoles.

Le 11 octobre 1949, les cheminots *luxembourgeois*, après les atermoiements incessants apportés à la satisfaction de leurs revendications, et pour le maintien de leur statut, firent une grève d'avertissement de 24 heures. Cette grève avait été régulièrement décidée par l'écrasante majorité des intéressés, — au cours du Congrès extraordinaire tenu le 9 octobre par la Fédération des Cheminots. Le succès de ce mouvement revendicatif a fait perdre contenance à certains milieux qui n'ont réussi ni à empêcher cette grève ni à la disloquer. Maintenant ils veulent aller plus loin dans le renforcement de la réaction : on annonce des sanctions contre ceux qui avaient participé à la grève sous prétexte qu'elle fut illégale. Entre temps, le malaise gagne d'autres secteurs de l'industrie du fait des licenciements en masse et des restrictions de fonctionnement dans de nombreuses entreprises. Le climat de crise s'épaissit encore du fait de la négociation d'un consortium d'Europe Occidentale de l'industrie lourde, où les intérêts ouvriers seront inévitablement sacrifiés au gros capital.

La *Suisse* s'est maintenue à l'écart de la bourrasque monétaire, mais n'est pas indemne de la crise économique qui s'approche.

Dans le textile une menace précise pèse sur les salaires. Dans d'autres secteurs, le patronat développe une préparation psychologique des travailleurs par une propagande artificieuse pour une réduction du prix de revient, ce qui mènerait infailliblement à une nouvelle pression sur les salaires.

La position défensive à laquelle les travailleurs ont été amenés se retrouve dans les *pays scandinaves.* On sait que dans ces pays la pratique des conventions collectives est largement répandue, mais que ce système est mis en connexité trop étroite avec la politique du gouvernement. Le fait se révèle actuellement avec netteté en *Suède*, où la dévaluation monétaire n'a pas apporté à la population davantage de bienfaits qu'ailleurs. Comme chaque année, on se trouve à l'époque du renouvellement des conventions collectives. Cette fois, la direction syndicale a placé l'opinion ouvrière devant le choix entre les lignes de conduite suivantes :

1) Retour à l'ancien régime lorsque chaque fédération cherchait à arracher le plus grand avantage pour ses membres; 2) se limiter à la demande d'augmentation des bas salaires; 3) reconduction pour un an, et sans changement, des conventions existantes.

Le 8 septembre, les représentants de la Centrale syndicale ont, devant une Conférence tripartite, affirmé leur soutien à la politique gouvernementale de stabilisation de tous les revenus. Le Comité Central de la Centrale vient de se réunir au début de novembre et a décidé de recommander aux organisations la reconduction de toutes les conventions collectives pour une nouvelle année sans aucun changement.

Toutefois, à la suite du malaise suscité dans les rangs ouvriers par l'appréhension relative à la dévaluation, cette recommandation du Comité Exécutif a été accueillie avec beaucoup de réticence. La re-

commandation dit, en effet, qu'aucune baisse du niveau d'existence ne sera admise et que l'augmentation du prix des produits importés devra être compensés, — sans que l'équilibre de l'économie nationale puisse pour cela être mis en péril. En fait, aucune difficulté n'est levée et les travailleurs doivent porter tout le fardeau de la crise.

Ainsi, que ce soit sous des aspects différents, ou une acuité inégale, une même menace d'insécurité et de paupérisation pèse sur les travailleurs dans le monde capitaliste et cela au moment où la division, accomplie par certains dirigeants, vient diminuer la force de la classe ouvrière.

Les faits montrent clairement le lien entre l'offensive grandissante du capital contre le niveau de vie des travailleurs et la tendance des dirigeants syndicaux de droite qui ce sont séparés de la F.S.M., d'affaiblir les travailleurs en suscitant la scission et en attisant la « guerre froide » entre les ouvriers. Mais la vie est un grand précepteur. Les ouvriers se persuadent de plus en plus qu'ils peuvent assurer leurs intérêts vitaux seulement dans une lutte unie contre le capital.

PARAGUAY

La Lutte des Masses travailleuses Paraguayennes pour les Libertés syndicales et démocratiques

Dans un rapport reçu par la F.S.M., le Conseil Ouvrier du Paraguay a exprimé son regret de n'avoir pu envoyer ses représentants au Congrès Syndical Mondial de Milan, comme les travailleurs paraguayens le désiraient.

A la suite d'un de ces coups d'Etat si nombreux dans ce malheureux pays, le Gouvernement du Dr Molas Lopez fut renversé en septembre dernier, et remplacé par un gouvernement présidé par le Dr Federico Chaves. Ces coups d'Etat si fréquents sont dus aux rivalités intérieures des groupes oligarchiques et réactionnaires dominant le pays. Mais une cause plus profonde à la chute du gouvernement de Molas Lopez réside dans l'anarchie qui règne dans le pays et dans la crise profonde de sa structure économique et sociale: les « latifundia » improductifs et l'exploitation semi-coloniale du pays par les impérialistes. La dictature, qui n'est que l'instrument de ces forces réactionnaires et anti-nationales, est incapable de donner une solution aux problèmes fondamentaux de la classe ouvrière et du peuple. L'accroissement de la misère, la famine et les répressions féroces ont également constitué une des causes de la chute de Molas Lopez.

La faible participation des masses à la solution de la crise a permis à la caste oligarchique de maintenir la dictature. Les antécédents politiques du Dr Federico Chaves et de plusieurs de ses ministres, ainsi que ses premiers actes ne permettent pas d'espérer un changement dans la vie politique et économique du pays. Le nouveau gouvernement Chaves, arrivé au pouvoir, fit disperser par la violence une manifestation populaire qui réclamait l'amnistie pour les démocrates détenus, l'épuration de l'appareil de l'Etat des agents fascistes, la légalité pour tous les partis et la diminution du coût de la vie. De nombreux manifestants, dont quatre femmes, furent arrêtés. Par crainte de nouvelles manifestations des travailleurs pour les revendications économiques et pour l'amnistie, les nouvelles autorités se sont empressées d'interdire diverses assemblées syndicales et jusqu'à celle du Conseil des délégués de l'Organisation Ouvrière Républicaine (l'O.O.R.), organisation contrôlée par le parti du gouvernement lui-même.

Nous donnons ci-dessous des extraits du rapport du Conseil Ouvrier du Paraguay.

LA LUTTE DES TRAVAILLEURS PARAGUAYENS

Ce n'est que de juillet 1946 à janvier 1947 que le peuple paraguayen connut une courte période de légalité, que le Général Morinigo, dictateur depuis 1940, fut obligé d'octroyer sous la pression des masses. Dans cette période de liberté relative, le Conseil Ouvrier du Paraguay a accentué la lutte de la classe ouvrière pour de plus hauts salaires et de meilleures conditions de travail. En même temps, il orientait et mobilisait la classe ouvrière pour la consolidation des conquêtes démocratiques.

Le coup d'Etat du 13 janvier 1947 (par lequel le Général Morinigo revenait sur ses concessions antérieures), préparé et dirigé par l'Ambassade américaine et appuyé par l'oligarchie réactionnaire des grands propriétaires de terres et de bétail, mit fin au développement démocratique du pays. Avec l'assassinat odieux des dirigeants ouvriers Bridigo Pardo et Martin Caceres, commença une furieuse persécution contre tous les démocrates et progressistes, particulièrement contre les dirigeants de la classe ouvrière ; des milliers de travailleurs et de démocrates furent arrêtés, beaucoup d'entre eux furent torturés et assassinés.

Après huit ans de dictature, le Général Morinigo fut renversé en juin 1948. A la suite d'une série de coups d'Etat, divers gouvernements se succédèrent rapidement. Ce fut d'abord celui du Dr Manuel Frutos, qui fut remplacé à son tour en août 1948 par le gouvernement Natalicio Gonzales, qui à son tour fut renversé par le Général Rolon, en janvier 1949. Aucun de ces gouvernements ne se préoccupa d'améliorer, serait-ce dans la moindre mesure, la situation des travailleurs. En même temps, la situation de centaines de détenus s'aggravait considérablement.

A la suite de tortures inhumaines, beaucoup de détenus ont perdu la raison. Plus de 60 camarades, souffrant d'affections pulmonaires restaient emprisonnés sans médecins et sans soins. La délégation de la Ligue argentine des Droits de l'Homme qui arriva à Asuncion, en août 1948, fut expulsée du pays après avoir été dépouillée des médicaments, des vêtements chauds et des aliments qu'elle apportait aux prisonniers.

Néanmoins, en dépit d'une répression sauvage, la mobilisation pour la défense des détenus s'intensifia. La dictature ne put empêcher que de nombreuses délégations de femmes ne se rendent presque quotidiennement aux portes des prisons. Par centaines, elles furent frappées, arrêtées et torturées, mais les délégations se renouvelaient presque tous les jours. Cette défense organisée par les femmes et la solidarité des travailleurs des pays voisins, surtout d'Argentine, d'Uruguay et du Chili, empêcha les dictateurs d'accomplir leur plan criminel d'extermination des détenus.

Au prix de grandes difficultés le Conseil Ouvrier du Paraguay continua à développer ses activités. Il luttait et lutte toujours pour l'unité des travailleurs, pour l'augmentation des salaires, pour l'application des quelques lois sur le

travail qui datent de la période démocratique, contre les congédiements, pour la baisse sur les articles de première nécessité, pour les libertés syndicales, pour l'aide matérielle aux prisonniers et leur libération. En rapport avec cette lutte, le Conseil ouvrier a déployé le maximum d'efforts pour organiser et renforcer les Comités ouvriers sur les lieux de travail. L'intervention des masses laborieuses pour la satisfaction de ces revendications démasquait les dirigeants de l'O.O.R. (Organisation Ouvrière Républicaine), soi-disant Centrale Syndicale dont le rôle dans le mouvement ouvrier consiste à diviser les travailleurs, à trafiquer de leurs conquêtes et à freiner leur lutte.

Un autre coup d'Etat, celui du 27 février 1949, remplaça le général Rolon par le Dr Felipe Molas Lopez au moment où la lutte pour l'augmentation des salaires et pour la libération des détenus politiques était devenue particulièrement vive. Le régime dictatorial n'était plus en mesure de se maintenir au pouvoir sans faire d'importantes concessions à ceux qui luttaient pour la démocratisation de l'Etat. La libération des dirigeants ouvriers, l'épuration de la police et la cessation de la persécution terroriste furent les principales conquêtes arrachées au Gouvernement de Molas Lopez. Cependant, il exclut de l'amnistie douze dirigeants ouvriers et politiques, parmi lesquels le Secrétaire Général du Conseil Ouvrier du Paraguay (C.O.P.), le camarade Timoteo Ojeda.

Sous le Gouvernement de Molas Lopez, les partis démocratiques ont continué, malgré l'interdiction, à organiser des réunions de travailleurs, comme ils le faisaient sous les dictatures précédentes. L'activité subversive de l'O.O.R., à l'encontre des syndicats, continuait. Les ouvriers, y compris ceux mêmes du parti gouvernemental (Parti « Colorado »), qui n'ont pas le droit d'élire librement leurs dirigeants syndicaux ni de parler librement dans les assemblées, luttant pour les demandes d'augmentation des salaires de 50 %, luttent également pour la liberté et l'indépendance syndicale. L'O.O.R., qui s'est toujours opposée à toute demande d'augmentation, a été tout de même obligée finalement d'accepter cette revendication. Les ouvriers ont obtenu une augmentation de 30 % sur le salaire minimum. Mais cette conquête ne peut pas satisfaire les ouvriers.

La diminution de la production qui, par son ampleur, revêt la gravité d'une crise, l'inflation, la cherté de la vie et la famine, s'aggravent de jour en jour. Le gouvernement n'a aucun programme pour résoudre des problèmes si aigus et pour tirer le pays de la crise qui la menace. Le programme de lutte de la classe ouvrière, publié le 1er mai, a causé une profonde inquiétude au gouvernement qui représente les intérêts du capital étranger et d'un petit groupe de grands propriétaires fonciers, de commerçants exportateurs et importateurs et de quelques industriels favorisés. Ils s'enrichissent par la hausse des prix et s'opposent à l'application de toute réforme de l'économie nationale, surtout à la réforme agraire et à l'augmentation des salaires des ouvriers et employés.

Les principales consignes autour desquelles se mobilisent actuellement la classe ouvrière et le peuple, sont l'amnistie générale sans exception et le retour aux libertés démocratiques.

La classe ouvrière ne pourra conquérir la satisfaction de ces revendications qu'en renforçant son unité et son organisation et en amplifiant la lutte. Pour ces buts, le Comité Ouvrier du Paraguay n'épargnera ni efforts, ni sacrifices.

Imprimerie AVOUKA, 3, Rue des Cloys, PARIS-XVIII

MARQUE SYNDICALE

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués
Le Gérant Louis SAILLANT

LES EDITIONS DE LA F.S.M. :

“ Rapport d'Activité de la F.S.M. ”

SOUMIS AU 2ème CONGRES SYNDICAL MONDIAL — MILAN

Un précieux document, indispensable à quiconque s'intéresse à l'Histoire du mouvement ouvrier mondial, et aux questions syndicales économiques et sociales.

Un beau volume in/8° raisin de 632 pages 350 Frs.
port en sus

“ Les Syndicats libres restent dans la F.S.M. ”

LE COMPLOT POUR CREER LA SCISSION DANS LA F.S.M.
TOUTE LA VERITE SUR LE RETRAIT DES DIRIGEANTS DU T.U.C.
ET DU C.I.O.

Une brochure in/8° coquille de 80 pages 25 Frs.

PROCHAINEMENT :

Compte-Rendu
du 2e Congrès Syndical Mondial

Pour toutes vos commandes adressez-vous :

F.S.M. — 1, Rue Vernet, PARIS - 8ème

La Lutte pour la Paix :

Compte-Rendu du Congrès Mondial
des Partisans de la Paix (Paris-Prague)

TOUTES LES INTERVENTIONS. DE NOMBREUSES PHOTOS

Un fort volume in/8° coquille de 784 pages 475 Frs.

COMPTE-RENDU ANALYTIQUE DE LA SESSION PLENIERE DU COMITE DU CONGRES MONDIAL DES PARTISANS DE LA PAIX

Une brochure in/4° coquille de 48 pages 60 Frs.